

THESIS / THÈSE

MASTER EN SCIENCES DE GESTION À FINALITÉ SPÉCIALISÉE

Demain, tous vers une économie de marché?

Une étude comparative entre les États-Unis, la Chine et la Russie

BERNARD, Jean-Lou

Award date:
2023

Awarding institution:
Universite de Namur

[Link to publication](#)

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



DEMAIN, TOUS VERS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ ?

Une étude comparative entre les États-Unis, la Chine et la Russie.

Jean-Lou BERNARD

Directeur : Prof. Laurent de BRIEY

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du titre de
Master 120 en sciences de gestion

ANNEE ACADEMIQUE 2022-2023

AVANT-PROPOS

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mon directeur de mémoire, Monsieur Laurent de Briey. Je le remercie de m'avoir encadré, orienté, aidé, conseillé et soutenu.

J'adresse mes sincères remerciements à tous les professeurs, intervenants et toutes les personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions et ont accepté de me rencontrer et de répondre à mes questions durant mes recherches.

Je remercie mes chers parents, Gisèle et Jean-Christophe qui ont toujours été là pour moi.

Je remercie également mes amis Maxime Tabarin et Etienne Allesina qui ont toujours été là pour moi. Leur soutien inconditionnel et leurs encouragements ont été d'une grande aide. Et enfin, last but not least, mes plus vifs remerciements à Madame Sophie Dumont pour la relecture éclairée de ce travail de longue haleine.

À tous ces intervenants, je présente mes remerciements, mon respect et ma gratitude.

Table des matières

I.	INTRODUCTION	5
II.	D'UNE CHRONIQUE D'UNE FIN DE L'HISTOIRE À SA RÉALISATION	7
1.	L'AUTEUR, FRANCIS FUKUYAMA	7
2.	UN CONTEXTE PARTICULIER : UNE NOUVELLE ÈRE	7
2.1.	<i>Le contexte politique</i>	7
2.2.	<i>Le contexte économique</i>	8
2.3.	<i>Le contexte philosophique</i>	8
3.	LE LIVRE, UNE THÉORIE ET UNE FIN DE L'HISTOIRE	9
3.1	<i>Résumé de l'œuvre</i>	9
3.2	<i>Définitions essentielles</i>	9
3.3	<i>Constat de Fukuyama</i>	10
3.4	<i>Points importants de l'ouvrage</i>	10
3.5	<i>Le bloc soviétique</i>	11
3.6	<i>Évolution de la démocratie libérale vue par Fukuyama</i>	11
3.6.1.	L'indice de démocratisation	11
3.6.2.	L'indice économique	12
3.6.3.	Une remise en question d'une évolution de la démocratie libérale	13
3.6.4.	Qu'en est-il de l'économie de marché mondiale ?	13
3.6.5.	Discordance entre les chiffres et la théorie.	14
III.	LES ÉTATS-UNIS	15
1.	INTRODUCTION	15
2.	ANALYSE DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE	15
2.1.	<i>Du libéralisme au néolibéralisme</i>	15
2.2.	<i>L'essor du néolibéralisme aux États-Unis</i>	18
2.3.	<i>Chute de l'image de l'idéal libéral américain</i>	21
2.4.	<i>S'agirait-il d'une confusion entre les modèles ?</i>	22
2.5.	<i>Qu'en est-il alors du résultat ?</i>	23
3.	LES GAFAM	23
3.1	<i>Quelques chiffres à titre d'illustration</i>	23
3.2	<i>Un climat favorable pour les GAFAM aux États-Unis</i>	24
3.2.1.	Déréglementation et environnement favorable aux entreprises	24
3.2.2.	Concurrence et innovation	25
3.2.3.	Incitation à l'investissement et à l'entrepreneuriat	25
3.2.4.	Technologie et mondialisation	25
3.3	<i>Les GAFAM et le marché américain</i>	25
3.4	<i>Les GAFAM et le marché européen, une histoire particulière</i>	27
3.5	<i>Les GAFAM et le marché chinois, une histoire complexe</i>	28
4.	CONCLUSION	29
IV.	LA CHINE	31
1.	INTRODUCTION	31
2.	ANALYSE POLITIQUE GLOBALE DE LA CHINE	32
2.1.	<i>Histoire de la libéralisation de la Chine</i>	32
2.2.	<i>Réglementation interne</i>	32
2.3.	<i>Avantages concurrentiels et pratiques anticoncurrentielles</i>	33
2.4.	<i>La Chine et les synergies avec la Russie et l'Afrique</i>	35
2.5.	<i>Critique et mise en question du système chinois</i>	36
2.6.	<i>Qu'en est-il du résultat ?</i>	37
3.	LES BATX	37
3.1	<i>Description</i>	37
3.2	<i>Les BATX et leur développement tentaculaire en Chine</i>	38
3.3	<i>Mesures d'encadrement des BATX sur le marché interne</i>	39
3.4	<i>Les BATX et le marché mondial : un curieux jeu</i>	40

4.	CONCLUSION	41
V.	LA RUSSIE.....	43
1.	INTRODUCTION.....	43
2.	GAZPROM ET LA RUSSIE CONSTITUENT UN CAS PARTICULIER.....	43
3.	GAZPROM : ANALYSE HISTORIQUE SUR FOND DE POLITIQUE RUSSE.....	44
3.1	<i>Analyse historique</i>	<i>44</i>
3.2	<i>L'impact des conflits ukrainiens de 2014 et 2022.....</i>	<i>48</i>
3.3	<i>La Russie et la compensation des inégalités de marché régionales</i>	<i>52</i>
4.	CONCLUSION	52
VI.	CONCLUSION GENERALE	53
	BIBLIOGRAPHIE	57

I. INTRODUCTION

Le livre *La Fin de l'Histoire et le dernier homme* de Francis Fukuyama est cité comme un ouvrage de référence qui prédit le point de convergence des sociétés modernes. Selon cette théorie, un modèle de démocratie libérale, associant économie de marché et démocratie, basé sur le modèle américain, devait ou allait inévitablement s'imposer à tous les systèmes nationaux et internationaux après la chute de l'URSS en 1992. Le regain de tension mondiale suscité par, entre autres, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2014 et en 2022 ainsi que les dissensions à Taïwan ont mis en évidence des divergences, notamment en ce qui concerne la vision géographique et sociétale du monde, les rapports de forces mondiaux et les modèles de gestion économique. On parle aujourd'hui d'une Chine communiste, d'un impérialisme américain et d'une oligarchie russe. Pour ces trois systèmes, nous pouvons néanmoins observer des succès entrepreneuriaux.

Les GAFAM regroupent les entreprises Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft en ce qui concerne les États-Unis.

Les BATX désignent Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi pour la Chine.

Gazprom représente le géant de l'énergie pour la Russie.

Il semble dès lors pertinent de se poser la question suivante : demain, tous vers une économie de marché ? Pour tenter d'y voir plus clair, nous comparerons trois économies : les États-Unis, la Chine et la Russie et nous développerons les quatre points ci-après :

- Ces trois économies sont-elles effectivement devenues des économies de marché caractérisées par la propriété privée, la concurrence, la liberté d'entreprendre ?
- Y a-t-il des discordances ou une adaptation d'un système à l'idéal d'économie de marché ?
- Quelles sont les critiques et la perception de ces économies à la lumière des économies de marché dans les trois pays étudiés ?
- Que révèlent l'analyse des champions entrepreneuriaux et leurs rapports à l'appréhension de l'économie de marché de leurs nations respectives ?

Le résultat de ces constatations nous permettra de déterminer les grandes tendances, les comportements des États à la suite de leurs confrontations à l'économie de marché et de déterminer si les économies de ces pays sont entrées dans un processus d'accès à une économie de marché décrite par Fukuyama.

Afin de mener cette approche à bonne fin, la méthodologie suivante sera appliquée : dans un premier temps, nous parcourrons les conclusions de Fukuyama et nous évaluerons l'exactitude de ses prédications d'une manière exhaustive au niveau mondial. Ensuite, nous étudierons successivement, pour les cas des États-Unis, de la Chine et de la Russie :

1. Les origines de l'implémentation de l'économie de marché dans leur marché, si elle a eu lieu.
2. Le cas échéant, l'histoire et l'évolution de cette économie de marché.
3. L'étude de la perception (appréciation de l'image renvoyée par les différents systèmes économiques).
4. Les critiques émises du modèle de gestion en comparaison avec l'idéal de l'économie de marché.

Enfin, nous enchaînerons sur l'analyse des champions entrepreneuriaux susmentionnés en abordant non seulement leurs résultats mais aussi leurs rapports vis-à-vis de l'État pour en déduire les constatations de l'attitude de l'État par rapport à l'économie de marché.

Nous tirerons des conclusions après chaque chapitre afin de mettre en évidence les points importants que nous avons relevés.

*

* *

Note au lecteur : par souci de clarté et pour ne pas surcharger les références en bas de pages, les liens pour l'accès aux bases de données et à certains documents officiels sont repris de façon exhaustive dans la bibliographie (p. 57).

II. D'UNE CHRONIQUE D'UNE FIN DE L'HISTOIRE À SA RÉALISATION

Comme évoqué dans l'introduction, ce projet provient d'un choc entre la théorie de la 'fin de l'histoire' de Fukuyama et la réalité : la première structure consistant en une pensée d'avenir à la fin de la Guerre Froide, la deuxième faisant appel à notre perception du réel censée être la concrétisation d'un futur annoncé dans la première. Entre ce que Fukuyama a prédit et la réalité actuelle, il y a quelques différences. Dès lors, pour pouvoir mieux comprendre et critiquer la théorie de Fukuyama, nous allons aborder ses conclusions, nous atteler à ses définitions et ensuite aborder une première comparaison entre la prédiction de fin de l'histoire et la réalité mondiale actuelle. Ceci nous permettra de mieux cibler les différences et les choix ainsi que les perspectives d'analyse du rapport à l'économie de marché pour le système américain, chinois et russe.

1. L'auteur, Francis Fukuyama

Né le 27 octobre 1952, Fukuyama est un politologue américain. Après avoir obtenu son baccalauréat en arts à l'Université de Cornell, il poursuit ses études supérieures à l'Université de Harvard, où il obtint un doctorat en sciences politiques. Fukuyama s'est engagé dans une carrière universitaire impressionnante, occupant des postes prestigieux dans diverses institutions académiques. Il a notamment enseigné à l'Université Johns Hopkins et à l'Université de Stanford où il est actuellement professeur émérite. Au cours de sa carrière, Fukuyama a abordé de nombreux sujets, allant de la politique internationale à la théorie de l'évolution politique. Il est associé à l'école de pensée néoconservatrice, bien que ses idées aient évolué au fil du temps. Sa pensée complexe et ses écrits influents ont suscité des débats et des réflexions profondes sur des sujets tels que la démocratie, la modernité et les défis auxquels l'humanité est confrontée au XXI^e siècle. Il est essentiel d'évoquer le triple contexte dans lequel il rédige ce livre : politique, économique et philosophique.¹

2. Un contexte particulier : une nouvelle ère

2.1. *Le contexte politique*

Les années 90 commencent juste après la chute du mur de Berlin, en novembre 1989. Cet événement marqua la fin de la guerre froide (1947-1991) et la dissolution progressive du bloc soviétique. Cette dernière a ouvert la voie à des transformations politiques significatives en Europe de l'Est, a conduit à la réunification de l'Allemagne en 1990 et a amorcé pour les pays d'Europe de l'Est un ensemble de réformes démocratiques qui les ont amenés à progressivement abandonner le système socialiste.²

1 1) Stanford University, « Francis Fukuyama », Stanford University Webpage ;

2) Lord, C. (2006), « Requiem pour le néoconservatisme ? », Politique américaine, 2006/2, n°5, 89-102.

2 Sheehan, M.J. (1993), *Where Have All the Soldiers Gone ? : The Transformation of Modern Europe*, Houghton Mifflin.

2.2. *Le contexte économique*

L'ensemble de ces événements a causé une série de changements économiques majeurs. Au niveau mondial, de nombreux pays ont entrepris des réformes économiques et se sont engagés dans le processus de mondialisation. Le concept de libre-échange s'est renforcé, entraînant la création de nouvelles organisations commerciales internationales dont la plus connue est l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. De plus, l'effondrement de l'Union soviétique a ouvert de nouvelles opportunités économiques dans les pays d'Europe de l'Est et a conduit à leur intégration progressive dans l'économie mondiale. Dans le même temps, certains pays en développement ont également adopté des politiques économiques axées sur la libéralisation des marchés et la réduction de l'intervention de l'État relative où l'État renforce les mécanismes de marché.³

2.3. *Le contexte philosophique*

La fin de l'opposition entre le communisme et le capitalisme, qui avait dominé la scène mondiale pendant des décennies, remettait en question le monde philosophique dans lequel nous vivions. Les idéologies et les systèmes de pensée traditionnels se trouvèrent confrontés à de nouvelles questions et à de nouveaux défis. Dans ce contexte, de nouvelles luttes émergèrent, notamment celles pour la démocratie, la liberté et la reconnaissance des droits individuels et collectifs. Les philosophes politiques de l'époque se sont penchés sur la nécessité de repenser les fondements de la légitimité politique, les relations internationales et les aspirations des peuples à l'autodétermination. Les débats portaient sur des questions cruciales telles que la mondialisation, les droits de l'homme, la justice sociale et la construction d'un ordre mondial post-guerre froide. Ainsi, le monde au début des années 1990 était marqué par une effervescence intellectuelle où les philosophes politiques cherchaient à comprendre et à façonner l'avenir incertain de la communauté mondiale dans un paysage géopolitique en mutation.^{4 5}

Ce contexte de chute de la structure mondiale établie entre les deux blocs ainsi que le questionnement sur le sens politique du monde ont amené Francis Fukuyama à se demander vers quel futur allait se diriger notre monde.

3 1) Base de données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ;

2) Hobsbawm, E. (1994), « L'Ère des extrêmes : le court XXe siècle, 1914-1991 », Complexe, 1994.

4 1) Held, D., McGrew, A., Goldblatt, D. & Perraton, J. (1999), *Global Transformations : Politics, Economics and Culture*, Polity Press ;

2) Habermas, J. (1991), « The Structural Transformation of the Public Sphere : An Inquiry into a Category of Bourgeois Society. », MIT Press.

3. Le livre, une théorie et une fin de l'histoire

3.1 *Résumé de l'œuvre*

Fukuyama avance l'idée que la chute du communisme annonce la victoire du libéralisme démocratique et représente la fin de l'évolution idéologique de l'humanité. En effet, ces deux systèmes de gestion de la société sont antagonistes. Selon lui, le libéralisme démocratique, caractérisé par la primauté des droits individuels, la séparation des pouvoirs et l'économie de marché, serait le système politique et économique ultime auquel toutes les sociétés aspirent. Fukuyama soutient que la fin de la guerre froide marque le triomphe définitif du libéralisme démocratique en tant que modèle global et universel, mettant fin aux conflits idéologiques majeurs de l'histoire humaine. En parallèle, il soulève également des préoccupations sur des défis auxquels l'humanité doit faire face pour préserver et consolider ce système, tels que les inégalités économiques croissantes et les menaces potentielles pour la liberté individuelle.⁶

3.2 *Définitions essentielles*

Un certain nombre de définitions ressortent de cet ouvrage : les aspirations fondamentales de l'humanité, le libéralisme démocratique et le communisme.

- Fukuyama énumère un ensemble de quêtes profondes de l'ensemble des individus appartenant à l'espèce humaine. Ce sont les aspirations fondamentales de l'humanité tel le fait d'exercer le libre arbitre, de pouvoir prendre des décisions autonomes et d'exprimer ses opinions sans crainte de répression politique. Il y ajoute l'importance de la prospérité économique qui permet aux individus d'avoir accès à des opportunités équitables, à un niveau de vie décent et à la satisfaction de leurs besoins matériels.⁷
- Fukuyama définit le libéralisme démocratique comme la rencontre entre un régime démocratique et le libéralisme qui, selon lui, est caractérisé par 5 critères qui sont :
 - La primauté des droits individuels : l'importance de garantir les droits fondamentaux de chaque individu, tels que la liberté d'expression, la liberté de religion, la liberté de réunion et la protection de la propriété privée.
 - L'État de droit : les lois sont équitables, transparentes et appliquées de manière impartiale. L'État de droit garantit que personne n'est au-dessus de la loi et que les droits et les libertés des individus sont protégés.
 - La séparation des pouvoirs : la séparation des pouvoirs entre les différentes branches du gouvernement (législatif, exécutif et judiciaire) afin de prévenir l'abus de pouvoir et de garantir un système de contrôle mutuel. Cette séparation permet de maintenir un équilibre des pouvoirs et de garantir la responsabilité des gouvernants.
 - La participation citoyenne : la participation active des citoyens dans la vie politique qui se traduit par le droit de vote, la contribution aux débats publics, l'engagement

⁶ Fukuyama, F. (1992), *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Flammarion.

⁷ Ibidem.

dans des organisations de la société civile et la possibilité d'influencer les politiques publiques.

- L'économie de marché pour laquelle Fukuyama développe 4 caractéristiques. D'abord, la propriété privée : l'économie de marché reconnaît et protège le droit de propriété privée. Les individus et les entreprises ont le droit d'acquérir, de posséder et d'utiliser des biens et des ressources de manière exclusive. Ensuite, la concurrence est un élément central de l'économie de marché. Les entreprises opèrent dans un environnement où elles rivalisent les unes avec les autres pour attirer les consommateurs. Cela favorise l'efficacité, l'innovation et la qualité des produits et services. Le mécanisme des prix joue un rôle crucial dans l'économie de marché. Ceux-ci reflètent l'interaction entre l'offre et la demande, permettant aux acteurs économiques de prendre des décisions éclairées. Les prix servent également de signaux pour l'allocation des ressources. Enfin, la liberté d'entreprendre est encouragée par l'économie. Les individus ont la possibilité de créer et de gérer leurs propres entreprises, d'innover et de prendre des risques économiques.⁸
- Une autre notion essentielle est le communisme qui est un système économique et politique basé sur la propriété collective des moyens de production et la suppression des classes sociales. Dans ce système, les ressources et les biens sont considérés comme appartenant à la collectivité et sont distribués selon les besoins de chaque individu.⁹

3.3 Constat de Fukuyama

Francis Fukuyama prend acte de la chute du modèle communiste et donc de la victoire du libéralisme démocratique. Selon lui, le communisme a été confronté à des problèmes structurels tels que la centralisation excessive du pouvoir, l'inefficacité économique et la suppression des droits individuels et des libertés politiques. Ces éléments ont conduit à une insatisfaction généralisée au sein des sociétés communistes, sapant ainsi la légitimité du système. La démocratie libérale a triomphé en raison de ses caractéristiques intrinsèques et de sa capacité à répondre aux aspirations humaines universelles.¹⁰

3.4 Points importants de l'ouvrage

Le livre de Fukuyama souligne trois points importants.

- Tout d'abord, l'absence de perspectives alternatives. L'une des principales conclusions de Fukuyama est qu'à la fin, il n'y a pas d'alternative crédible à la démocratie libérale. Il met en évidence ainsi une victoire totale de celle-ci dépassant tous les autres systèmes connus, non seulement le communisme mais aussi le socialisme, le fascisme, etc. Il le justifie par le fait que les autres idéologies ont perdu leur attrait, et les régimes

⁸ Ibidem.

⁹ Ibidem.

¹⁰ Ibidem.

autoritaires ne peuvent pas rivaliser avec les avantages de la démocratie libérale en termes de prospérité et de développement humain.

- Ensuite, il consacre le fait que le libéralisme démocratique va s'imposer partout comme un sens linéaire à l'histoire. Ce qui sous-entend une extension commune du libéralisme et de la démocratie partout à travers le monde.
- Enfin, il estime qu'il y a un lien intrinsèque entre démocratie et libéralisme, même si dans certains cas spécifiques, on peut rencontrer des systèmes où il y a du libéralisme de marché sans démocratie.

3.5 Le bloc soviétique

Après la chute de l'Union soviétique en 1991, de nombreux pays issus de cet effondrement ont opté pour la démocratie libérale en cherchant à établir des systèmes politiques pluralistes et respectueux des droits individuels. Selon une étude menée par Freedom House, une organisation internationale qui évalue les niveaux de démocratie et de liberté politique dans le monde, plusieurs pays de l'ex-URSS ont progressivement adopté des réformes démocratiques. Par exemple, les pays baltes tels que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont mis en place des institutions démocratiques robustes garantissant les libertés fondamentales et organisant des élections régulières et compétitives. De même, la République tchèque et la Slovaquie ont embrassé la démocratie libérale après la dissolution de la Tchécoslovaquie en 1993, en établissant des systèmes multipartites et en respectant l'état de droit. Ces transitions vers la démocratie libérale témoignent des aspirations de ces pays à se libérer des régimes autoritaires précédents et à embrasser les principes démocratiques et les valeurs de liberté et de pluralisme politique.¹¹

3.6 Évolution de la démocratie libérale vue par Fukuyama

L'analyse du cadre théorique de Fukuyama a permis d'aborder les critères principaux qui caractérisent la démocratie libérale qui englobe l'économie de marché. Cette théorie ayant été émise il y a 30 ans, à la sortie de la guerre froide, nous devons, dans un regard critique, comparer la prédiction à la réalité pour déduire ce que la réalisation nous permet d'apprendre sur la théorie de la fin de l'histoire au niveau mondial.

3.6.1. L'indice de démocratisation

Quel est l'indice de démocratisation ? Il est facile de vérifier l'état de démocratisation. En effet, plusieurs organismes proposent des classements des démocraties dans le monde. Un des plus populaires est celui posté dans *The Democracy Index* publié tous les deux ans entre 2006 et 2010 et ensuite publié chaque année. La méthode se base sur un ensemble de 60 questions reprenant 5 thèmes : les libertés civiles, la culture démocratique, le taux de participation aux processus démocratiques, le fonctionnement du gouvernement et le processus électoral ainsi

¹¹ Freedom House, « Freedom in the World 2021 : Democracy Under Siege », publié dans la base de données de Freedom House.

que le pluralisme. Ces questions permettent de faire un total des points ramené à 10 qui fournit l'indice où 10 signifie que c'est une démocratie parfaite et 0 l'autoritarisme.

Région	2006	2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Amérique du Nord	8,64	8,64	8,63	8,59	8,59	8,59	8,59	8,56	8,56	8,56	8,56	8,59	8,58	8,36	8,37
Europe occidentale	8,60	8,61	8,45	8,40	8,44	8,41	8,41	8,42	8,40	8,38	8,35	8,35	8,29	8,22	8,36
Amérique latine et Caraïbes	6,37	6,43	6,37	6,35	6,36	6,38	6,36	6,37	6,33	6,26	6,24	6,13	6,09	5,83	5,79
Asie et Océanie	5,44	5,58	5,53	5,51	5,56	5,61	5,70	5,74	5,74	5,63	5,67	5,67	5,62	5,46	5,46
Europe orientale	5,76	5,67	5,55	5,50	5,51	5,53	5,58	5,55	5,43	5,40	5,42	5,42	5,36	5,36	5,39
Afrique subsaharienne	4,24	4,28	4,23	4,32	4,32	4,36	4,34	4,38	4,37	4,35	4,36	4,26	4,16	4,12	4,14
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,53	3,54	3,43	3,62	3,73	3,68	3,65	3,58	3,56	3,54	3,54	3,53	3,44	3,41	3,34
Monde	5,52	5,55	5,46	5,49	5,52	5,53	5,55	5,55	5,52	5,48	5,48	5,44	5,37	5,28	5,29

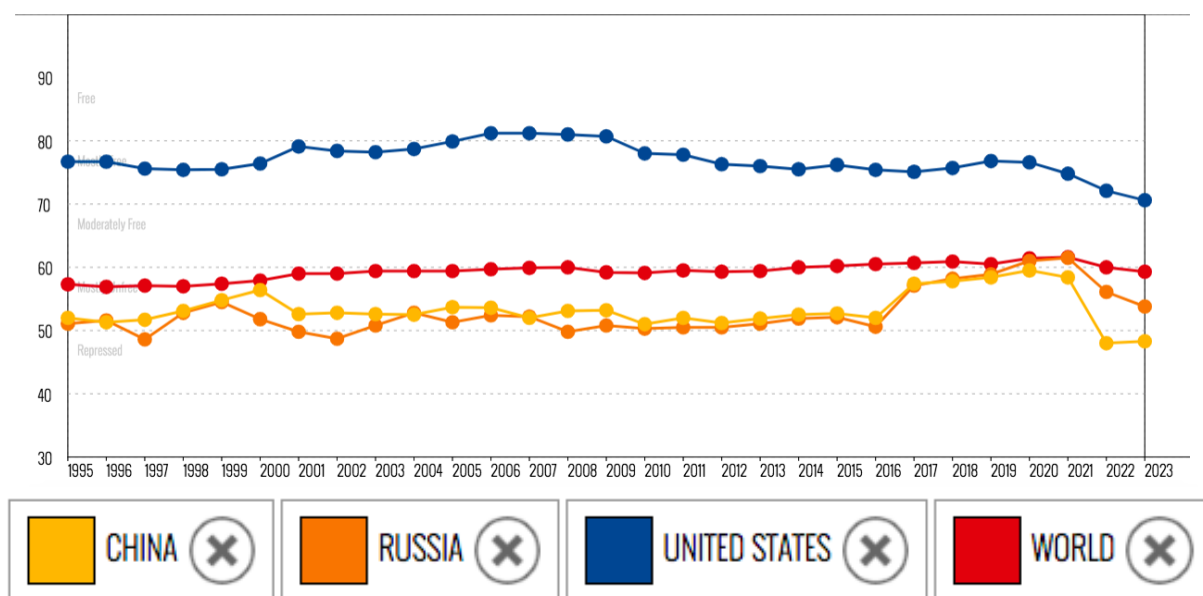
12

La première chose à noter est que l'indice de démocratisation a tendance à baisser dans toutes les régions sauf dans les pays d'Asie où il augmente légèrement. Il n'y a pas non plus de variation forte au niveau régional. En revanche, lorsque nous nous intéressons aux États-Unis, pourtant un des représentants du libéralisme selon Fukuyama, nous voyons qu'ils passent de 8,22 en 2006 à 7,86 en 2022. La Russie quant à elle, héritière de l'URSS, est passée de 5,02 en 2006 à 2,28 à 2022. Il est à noter que la descente n'a pas été linéaire entre ces périodes. Ce qui nous montre que la linéarité de la démocratisation peut déjà être remise en question. Il est important de noter que dans les résultats, il n'existe pas un schéma récurrent que tous les pays suivent. Il y a en réalité une hétérogénéité des évolutions des indices à travers les pays.

3.6.2. L'indice économique

D'autre part, l'indice de liberté économique est un indice permettant de mesurer le taux de liberté des hommes à pouvoir contrôler leurs capitaux et leur travail. Cet indice se base sur les performances de 100 critères évalués dans 4 thématiques : l'ouverture de marché, les lois, la taille des institutions régulant le pays ainsi que l'efficacité de régulation. Cet indice peut être associé à l'état de l'économie de marché, car il poursuit le même but par ses indicateurs. Les auteurs de cet indice considèrent d'ailleurs qu'un haut résultat doit mener à la prospérité économique.

12 Economist intelligence : Ensemble des rapports (2006-2022) : « The Democracy Index », publié par Economist Intelligence (EIU).



13

L'analyse de l'indice nous révèle aussi qu'au niveau mondial et principalement, des principaux pays qui vont être analysés dans ce mémoire, l'économie de marché n'est pas quelque chose qui a tendance à s'étendre de plus en plus.

3.6.3. Une remise en question d'une évolution de la démocratie libérale.

Quand nous regardons les chiffres de l'indice de démocratisation pour 2022, les auteurs de cet indice considèrent que tous les pays ayant une note supérieure à 6 peuvent être considérés comme des démocraties : 72 pays sont donc considérés comme des démocraties contre 95 considérés comme des non-démocraties. Il y a donc, selon cet indice, plus de 50% des pays étudiés qui sont des non-démocraties. Et ce qu'il est particulièrement important de noter est le fait que le nombre de démocraties a tendance à diminuer ces dernières années.

3.6.4. Qu'en est-il de l'économie de marché mondiale ?

La nature de l'économie mondiale est largement caractérisée par un système économique fondamentalement basé sur le principe de l'économie de marché. Les principaux acteurs économiques à l'échelle mondiale, y compris les entreprises, les gouvernements et les consommateurs, participent à des transactions économiques qui sont largement déterminées par les mécanismes du marché. De plus, l'essor du commerce international, l'intégration économique régionale et la libéralisation des marchés ont tous contribué à renforcer l'influence de l'économie de marché à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, il semble indéniable que l'économie mondiale est profondément enracinée dans le système de marché, avec des implications directement observables par les politiques économiques, les flux commerciaux et les relations internationales.¹⁴

13 Heritage, "Index of Economic Freedom Data", publié dans la base de données d'Heritage.

14 Doe, J. (2022), "The Role of Market Economy in the Global Economy", Journal of Economic Perspectives (2022), vol. 36, no. 2, 45-62.

3.6.5. Discordance entre les chiffres et la théorie.

L'ouvrage *La fin de l'histoire et le dernier homme* nous a posé une image du monde à la sortie de la guerre. Fukuyama a prédit une évolution naturelle qui devait amener le monde à être démocratique et libéral. En ce qui concerne la démocratie, nous avons pu observer un recul de cette dernière au cours des dernières années. Au niveau libéral, il subsiste une contradiction. En effet, au niveau mondial, nous reconnaissons une économie de marché mais, par rapport à ce que Fukuyama avait prédit en disant que seul le libéralisme donnerait des économies prospères, nous voyons que la réalité est tout autre aujourd'hui avec l'exemple de la Chine. Pour comprendre ce qui s'est joué, il faudra comprendre ce qui a créé une alternative qui se dessine à travers le modèle chinois. Dans la même perspective, il est intéressant de voir ce qu'est devenue la Russie à la suite de la chute de l'URSS et si la prédiction de Fukuyama se vérifie. Mais d'abord, nous allons voir comment le modèle originel de cette théorie a évolué à travers le système des États-Unis.

III. LES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

Au tournant du siècle dernier, Francis Fukuyama avançait l'idée que le libéralisme démocratique était destiné à triompher comme le système politique et économique prédominant aux États-Unis et dans le monde. Cependant, au cours des dernières décennies, une évolution significative s'était déjà produite, menant à l'émergence d'un nouveau paradigme économique connu sous le nom de néolibéralisme. Les fondements du néolibéralisme ont été posés par des penseurs tels que Friedrich Hayek et Milton Friedman, qui ont promu des politiques axées sur la déréglementation, la privatisation et la libre concurrence. Cette transition vers le néolibéralisme s'est appuyée sur des facteurs tels que la mondialisation croissante, les avancées technologiques et les changements politiques, économiques et sociaux. Ces changements ont eu un impact significatif sur les politiques économiques des États-Unis, mettant en évidence la manière dont le libéralisme démocratique a évolué vers le néolibéralisme au cours du siècle précédent.¹⁵

2. Analyse de la politique générale

2.1. *Du libéralisme au néolibéralisme*

Dans *La nouvelle raison du monde*, Pierre Dardot & Christian Laval proposent leur explication. Selon eux, la mise en place du néolibéralisme s'effectue surtout à partir des années 80, sous un ensemble de principes : privatiser, libéraliser, réduire les dépenses de l'État, ainsi qu'une liberté de mouvement et une déréglementation concernant les marchandises, les capitaux et les humains. Pour définir le libéralisme comme point de départ, les auteurs se basent sur le libéralisme classique : les individus et la nature se renvoient dos à dos avec une limitation de l'action du gouvernement, les hommes ayant la capacité de s'organiser entre eux, sans intervention de l'État. Pour les auteurs, il faut bien comprendre la philosophie qui sous-tend cette idée et ne pas se limiter au contexte économique. Pour les classiques, ce qui importe, c'est que la société civile peut être harmonieuse en dehors de toutes formes externes d'organisation existantes à l'époque, c'est-à-dire le clergé et l'État.

Dans ce cas d'autogestion de la société civile, l'agent peut percevoir l'intérêt individuel et général et le suivre. Les auteurs apportent des nuances en stipulant que la diminution du rôle de l'État dans l'organisation d'autogestion ne signifie pas sa disparition. La notion de droit naturel consacre la liberté de l'individu face à l'empiétement de la collectivité. Pour les classiques, on observe l'émergence avec l'avancement de l'histoire de la division du travail. Dans cette perspective, deux visions s'opposent : la première, dite de la société civile, veut que cette division du travail mette fin à certains principes d'égalité ; la deuxième, dite radicale utilitariste,

15 1) Harvey, D. (2007), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, online edn, Oxford Academic, 12 novembre 2020;
2) Fukuyama, F. (1992), *The End of History and the Last Man*, Free Press ;
3) Stiglitz, J. E. (2002), *Globalization and Its Discontents*, W. W. Norton & Company.

considère que celle-ci est un progrès permettant à la société une meilleure efficacité ainsi qu'une meilleure croissance de la société. Les auteurs consacrent la vision radicale utilitariste comme celle ayant triomphé dans l'esprit des populations.

La crise du libéralisme entre 1880 et 1930 montre que l'application de cette vision va amener à un darwinisme économique, formant des firmes géantes ou des cartels ne permettant pas la meilleure utilité et jouant souvent de manière contre-productive par des effets de monopole.

Pour Pierre Dardot & Christian Laval, le fondement du néolibéralisme se trouve dans le colloque Walter Lippmann en 1938, celui-ci fait suite comme réaction à la tentative ultime de rétablissement du marché marqué par le laissez faire dans les années 20. En effet, celui-ci va définir deux courants de pensée : l'acceptation du laissez-faire (les interventions de l'État doivent être limitées pour privilégier le principe de la liberté) et l'interventionnisme libéral (la liberté n'existe pas par essence, mais c'est une construction qui doit s'appuyer sur les fondations qu'est l'interventionnisme public).

Comme les auteurs l'ont souligné, on ne parle plus de libéralisme de la société civile, mais il y a un recentrage sur le côté économique, mettant l'accent sur l'échange, la compétitivité et l'abondance matérielle. Dardot & Laval nous disent ainsi qu'avec l'interventionnisme libéral, apparaît un nouveau paradigme dans le spectre libéral, là où les économistes classiques comme Ricardo mettaient en avant les échanges gagnant-gagnant dus à la division du travail. Ici, on passe à un ordre social basé sur la concurrence. Ceci explique les réglementations anticartel ; cela marque la naissance de l'ordolibéralisme.

En parallèle, la branche laissez-fairiste préconise aussi une nouvelle forme d'État : au lieu de préconiser son retrait, elle propose un changement de celui-ci. Au lieu d'être bureaucratique, l'État devrait favoriser et généraliser la liberté d'entreprendre. Cela met en avant un marché qui, dans cette perspective, se base sur la transmission et la répartition de l'information. Ainsi, cette vision s'oppose à l'intervention directe dans le marché, considérant qu'une intervention légère dérèglera le marché, et qu'une intervention totale ou quasi totale mènera à un totalitarisme. La théorie de l'ordre spontané du marché, appelée « catallaxie », marque que l'évolution de la société se fait par le biais de l'adaptation au sein du marché. Elle soutient que l'État doit être fort et fonctionner selon les principes du droit privé, car l'existence d'un droit public totalisant serait totalitaire. Elle s'oppose à la fois au jusnaturalisme et au positivisme juridique, en affirmant que les règles de conduite sont découvertes par l'expérience et qu'aucun droit naturel ne préexiste. L'État doit garantir l'État de droit, qui consiste en une règle globale s'appliquant à toutes les règles de droit. Cette règle globale se base sur les concepts de généralité, de certitude et d'égalité. Ce paradigme considère que la justification du monopole de l'usage de la coercition détenu par l'État réside dans la garantie de la sécurité des agents économiques. Cette théorie reconnaît aussi que l'État-entreprise peut fournir certains services publics, tels que le revenu minimum, l'éducation ou la définition des poids et mesures, mais il préconise qu'ils soient offerts sans monopole et sans complexité administrative.

À ce stade, il est important de noter le changement entre les premiers penseurs libéraux et les penseurs néolibéraux. On passe d'un droit naturel à un droit privé défini. On remarque aussi que le principe de consentement n'est plus la préoccupation première, mais que selon les tendances,

la liberté d'entreprendre ou la protection du cadre concurrentiel libre et non faussé devient l'objectif à atteindre. Les auteurs mettent en avant la consécration du néolibéralisme avec l'apparition de Reagan et de Thatcher et le principe de la rationalité nouvelle : le néolibéralisme est une rationalité nouvelle qui se caractérise par la mise en concurrence de tous les secteurs de la société, y compris pour les services de l'État, par le prisme du new public management. Le rôle de l'État n'a pas pour but d'être réduit au maximum, mais d'encourager la machine économique et d'en être le garant. Cette gestion néolibérale va encourager l'État à créer des biens publics (appartenant à l'État et dont l'utilisation sert au commun) plutôt que des biens communs (appartenant à tous). Le but de l'État n'est plus d'offrir une utilité maximale à chacun, mais de permettre l'émergence du plus de talents possibles afin de permettre au consommateur le plus grand nombre de choix. L'objectif est que chacun soit le plus performant et émette le meilleur choix possible. Dardot & Laval nous proposent donc une nouvelle lecture : là où nous pensions qu'il s'agissait d'un retour au marché, les auteurs nous invitent à une lecture de mise en marché : le marché ne précède plus les échanges, mais le marché devient une volonté de l'état avec différents paramètres d'action selon les sensibilités. Les éléments absents finissent par l'intégrer. La bonne gouvernance par ce prisme devient l'agencement de la meilleure collaboration du public vers le privé pour atteindre l'efficacité maximale.

Les auteurs signalent aussi le changement initié par les démocrates incarnés par Clinton, qui choisiront aussi de recentrer par la troisième voie les politiques de gauche sur un accent maximisant les libertés et ne cherchant plus l'intérêt général.

Dardot & Laval soulignent la différence entre néolibéralisme et libéralisme en quatre points.

- Le marché est une construction sociale contre une entité naturelle pour les classiques.
- Le marché n'est pas un lieu d'échange comme pour les classiques, mais un lieu de concurrence où l'État veille à cette nécessité de concurrence.
- La logique concurrentielle s'applique à l'État, ainsi, la logique entrepreneuriale s'étend à tous les secteurs, y compris les services publics. La conséquence est que l'État se soumet lui-même aux règles qu'il émet. A contrario des classiques où l'État était contraint à sa forme la plus régaliennne et échappait à la logique de marché.
- Ils mettent en évidence la gouvernementalité entrepreneuriale : Le néolibéralisme gouverne de telle manière à permettre aux individus de se gérer en individu-entreprise qui devient donc un être devant calculer une optimisation de tous ses échanges. Là où, pour les classiques, l'État ne doit pas intervenir, le marché se régule lui-même, il n'a pas besoin de permettre aux individus de se gérer en individus-entreprises.

La politique devient donc la recherche de la gestion pour une plus grande liberté et non la recherche du bien commun, favorisant la création de l'individu entreprise égoïste plutôt que le laissé faire et la croyance en l'ordre naturel des choses. Il y a donc acceptation de l'intervention de l'État si celle-ci permet de sauver le modèle de liberté entrepreneuriale.¹⁶

16 1) Dardot, P., Laval, C. (2010), *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, La Découverte, Poche / Sciences humaines et sociales ;

2) Alary, P. (2011), « La théorie de la régulation et la nouvelle raison du monde », Dardot, P. et Laval, C., *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009, 497 p. », *Revue Française de Socio-Économie*, 2011/2 (n° 8), 205-210.

2.2. *L'essor du néolibéralisme aux États-Unis*

Pour le comprendre, il est essentiel de remonter aux conséquences économiques de la Grande Dépression des années 1930. Le laissez-faire excessif du marché encouragé par les libéraux a conduit à des inégalités massives et à une instabilité économique. Cette analyse critique a jeté les bases de la remise en question du libéralisme classique et a préparé le terrain pour l'émergence du néolibéralisme qui se voulait la promotion de l'économie de marché à travers un cadre étatique.¹⁷

Les idées néolibérales ont trouvé un terrain fertile dans les travaux de Friedrich Hayek et de Milton Friedman. Hayek met en garde contre les excès de l'interventionnisme étatique et défend la primauté de la liberté individuelle. Quant à Friedman, son ouvrage "*Capitalisme*" propose une vision du libéralisme économique axée sur la réduction de la taille de l'État et la promotion des mécanismes de marché. Ces deux sources ont influencé les défenseurs du néolibéralisme aux États-Unis.¹⁸

Ronald Reagan, président des États-Unis de 1981 à 1989, va, quant à lui, l'appliquer à travers ce qu'on appellera la politique de la rigueur. Les mesures clés mises en place par Reagan comprenaient la réduction des dépenses gouvernementales et la maîtrise de l'inflation. Ces politiques étaient fondées sur la théorie de l'économie de l'offre, qui préconisait des baisses d'impôts ainsi qu'une déréglementation pour stimuler l'investissement privé et favoriser la croissance économique. Certaines sources soutiennent que ces politiques de rigueur ont contribué à une reprise économique.¹⁹

La meilleure illustration de l'effet de Reagan sur la libéralisation est la diminution du taux d'imposition.

17 Polanyi, K. (1944). *The Great Transformation : The Political and Economic Origins of Our Time*, Beacon Press.

18 1) Hayek, F. A. (1944) *The Road to Serfdom*. University of Chicago Press ;

2) Friedman, M. (1962), *Capitalism and Freedom*, University of Chicago Press ;

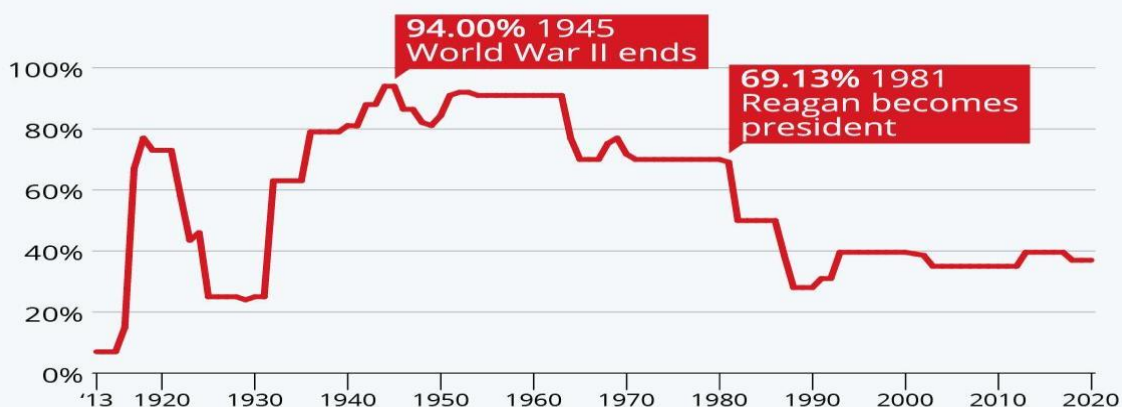
3) AUDIER, S. (2013), « Les paradigmes du « Néolibéralisme » », Cahiers philosophiques, 2013/2 (n° 133), 21-40.

19 1) Bartlett, B. (1981), "Reaganomics : Supply-Side Economics in Action", *Cato Journal* 1.1, 163-168 ;

2) Hayward, S. F. (2009), *The Age of Reagan : The Conservative Counterrevolution*, Random House.

Taxing The Rich: How America's Marginal Tax Rate Evolved

Historic highest marginal income tax rates in the U.S.*



* Marginal tax rate is the highest tax rate paid on someone's income and only applies to income over a certain level. - e.g. earnings above \$200,000 in 1960 were taxed at 90%.

Source: Tax Policy Center



statista

20

Tableaux des mesures prises sous l'ère de l'administration Reagan

Année	Nom de la loi	Contenu
1981	Economic Recovery Tax Act (ERTA)	Loi réduisant les taux d'imposition sur le revenu des particuliers.
1982	Tax Equity and Fiscal Responsibility Act (TEFRA)	Législation augmentant les impôts et diminuant des exemptions fiscales pour réduire le déficit budgétaire et maîtriser l'inflation.
1983	Social Security Amendments Act	Loi de réformes de la sécurité sociale comprenant l'augmentation progressive de l'âge de la retraite et l'augmentation des cotisations dans le but de garantir la pérennité financière du système.
1985	Gramm-Rudman-Hollings Balanced Budget and Emergency Deficit Control Act	Loi visant à réduire les déficits budgétaires en établissant des objectifs de réduction des dépenses gouvernementales.
1986	Tax Reform Act	Réforme fiscale simplifiant le code des impôts en éliminant des déductions, en réduisant les taux d'imposition marginaux et en favorisant l'équité fiscale.
1989	Financial Institutions Reform, Recovery, and Enforcement Act (FIRREA)	Loi qui établit des réformes réglementaires pour le secteur financier, marque l'Agence fédérale de financement du logement (FHA) ainsi que le Bureau de contrôle de la monnaie (OCC).

21

20 McCarthy, N. (2021), « Taxing The Rich : How America's Marginal Tax Rate Evolved », Statista.

21 American Congress, « Data Base of the united Congress », Congress, Gov data.

Ces réformes majeures montrent que l'administration Reagan a une inquiétude de maximisation de réduction des taxes et une maximisation du marché américain tout en évitant que le marché américain ne s'effondre.

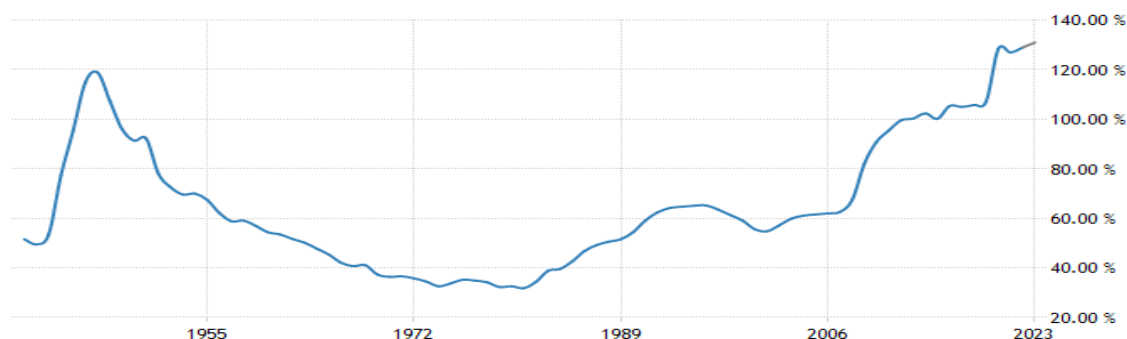
Depuis l'ère Reagan, nous pouvons aussi remarquer un ensemble de politiques néolibérales accompagnant la montée en puissance du néolibéralisme y compris sous des présidents démocrates même s'il faut y reconnaître des nuances :

Année	Nom de la loi	Contenu
1994	North American Free Trade Agreement (NAFTA)	Accord commercial entre les États-Unis, le Canada et le Mexique : étape majeure vers la promotion du libre-échange et de la déréglementation des marchés
1996	Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act (PRWORA)	Loi facilitant la déréglementation du secteur des télécommunications, ouvrant la concurrence et la consolidation des médias.
1996	Télécommunication Act	Loi qui a facilité la déréglementation du secteur des télécommunications, ouvrant la voie à la concurrence et à la consolidation des médias.
1999	Gramm-Leach-Bliley Act	Loi abolissant des restrictions imposées par la loi Glass-Steagall de 1933 et a permis la consolidation des institutions financières, en autorisant les banques commerciales à s'engager dans des activités d'investissement et d'assurance.

22

Néanmoins, même si, parallèlement, la dette avait commencé à augmenter avant les mandats de Reagan, force est de constater que les libéralisations n'ont pas permis de réduire la dette publique des États-Unis.

Figure : taux d'endettement des États-Unis.



TRADINGECONOMICS.COM | OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET, THE WHITE HOUSE

23

22 1) American Congress, « Data Base of the united Congress » ; Congress ; Gov data ;

2) United States Trade Representative : « about US », site officiel United States Trade Representative.

23 Tradingeconomics, « How The United Staes Debt In Percentage Of Gdp Evolve » ; Data Trading Economics On Tradingeconomics.

Toutefois, 2008 a marqué un grand tournant dans l'application des pratiques néolibérales, pour sauver le système. L'État a dû, pour une fois, intervenir pour éviter un effondrement global, il n'a pas contrôlé la production, mais engagé des liquidités pour que le marché puisse repartir, il a donc soutenu le marché comme le prisme ordolibéral l'aurait fait.

L'historienne Lily Geismer explique tout le long de son livre *Left Behind : The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality* que l'acceptation de l'économie de marché est arrivée avec la victoire de Bill Clinton en 1993. Dès ce moment, les démocrates ont cherché à réduire la pauvreté par la croissance économique et la responsabilité individuelle plutôt que de demander à la population plus aisée de faire des sacrifices. Au départ, cette stratégie met en évidence l'idée que l'État doit accompagner les entreprises privées et le marché pour permettre une sortie de la pauvreté. Elle démontre qu'une forme de néolibéralisme est, dès lors, acceptée par les deux camps principaux (démocrates et républicains) aux États-Unis, malgré des sensibilités différentes.²⁴

La perpétuation de la sauvegarde de la concurrence s'est également opérée par les politiques protectionnistes mises en place par l'administration de Donald Trump, marquées par une approche visant à protéger les intérêts économiques des États-Unis et à assurer la sauvegarde de certaines industries menacées par le poids de la compétitivité principalement chinoise. L'une des mesures les plus emblématiques a été l'imposition de droits de douane élevés sur les importations de certains produits, notamment l'acier et l'aluminium, dans le cadre de la politique de "America First". Selon l'Office of the United States Trade Representative, ces mesures étaient justifiées par la nécessité de réduire le déficit commercial américain, de promouvoir la production nationale et de préserver les emplois américains, cette vision servant donc à encadrer le marché et se rapprochant plus de l'ordolibéralisme. Nous pouvons évacuer le modèle de capitalisme d'État dans cette prise de décisions, les secteurs ayant été protégés sont exploités aux États-Unis par des compagnies rattachées à des intérêts privés qui ne sont pas directement sous contrôle de l'État.²⁵

Ces événements ont donc donné lieu à des restrictions du système néolibéral de manière non conventionnelle ; de plus, le libéralisme américain promu par Fukuyama, basé sur le modèle américain, a subi un déficit d'image.

2.3. Chute de l'image de l'idéal libéral américain

Nous assistons donc à une chute de l'image de l'idéal libéral américain. Le passage des États-Unis vers le néolibéralisme a été marqué par l'adoption de politiques économiques favorables au marché libre, à la déréglementation et à la réduction de l'intervention de l'État.

Cependant, cette transition a entraîné une augmentation des inégalités économiques, ce que Fukuyama pointait déjà comme un des risques du libéralisme, accentuant ainsi les disparités de richesse et d'opportunités. Selon Piketty, l'accent mis sur les politiques fiscales favorables aux

24 1) Geismer, L. (2022), *Left Behind : The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality*, Public Affairs ;

2) Personal interview of DR. Lily Geisme for Commonwealth Club Of California, chaîne Youtube du Commonwealth Club Of California.

25 United States Trade Representative : « President Trump Continues to Protect America's Steel-Dependent National Security », United States Trade Representative Website.

riches et la déréglementation financière ont contribué à une concentration accrue des richesses, ce qui a terni l'image du libéralisme américain en le liant à une croissance économique inéquitable.²⁶

Une autre raison majeure de la dégradation de l'image du libéralisme américain est liée à l'impérialisme et aux interventions militaires menées par les États-Unis dans le cadre de leur politique étrangère. Des actions telles que la guerre en Irak en 2003 ont été perçues par de nombreux pays comme une manifestation de l'impérialisme américain et une violation dans le but de s'octroyer les ressources pétrolières. Chomsky souligne comment ces interventions militaires ont érodé la confiance dans le libéralisme américain en suscitant des réactions négatives et en créant des tensions diplomatiques.²⁷

La crise financière mondiale de 2008 a été un point de rupture majeur qui a exacerbé la dégradation de l'image du libéralisme américain. Cette crise, provoquée en partie par des pratiques financières risquées et non réglementées aux États-Unis, a eu des répercussions économiques dévastatrices à l'échelle mondiale. La crise a remis en question le modèle économique américain, voire provoqué son rejet.²⁸

Les révélations d'Edward Snowden, en 2013, sur les pratiques de surveillance de masse de la National Security Agency (NSA), ont également eu un impact significatif sur l'image de l'économie de marché. Ces révélations ont montré que les États-Unis, censés être des défenseurs des libertés individuelles et de la vie privée, se livraient à des pratiques de surveillance généralisée, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Ces révélations ont suscité des préoccupations quant au respect des droits civils et ont renforcé l'idée que le libéralisme américain était devenu un prétexte pour justifier une surveillance excessive.²⁹

La tendance croissante des États-Unis à adopter des politiques unilatérales et à se retirer de la coopération internationale a également nui à l'image du libéralisme américain. Des décisions telles que le retrait de l'Accord de Paris sur le climat et le retrait de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont été perçues comme un abandon des engagements mondiaux et un manque de coopération pour résoudre les problèmes mondiaux. Ces actions ont contribué à l'idée que le libéralisme américain ne favorise pas le bien-être de tous.³⁰

2.4. S'agirait-il d'une confusion entre les modèles ?

Là où Fukuyama décrivait le modèle d'une économie de marché comme idéal à atteindre, les néolibéraux peuvent être considérés comme s'inscrivant dans une économie de marché. Mais, aux États-Unis, 2008 marque un tournant philosophique avec la crise des Subprimes, car les politiques interventionnistes, en injectant des liquidités, vont à l'encontre des principes d'économie de marché tel qu'elle avait pratiqué au part avant, car cette pratique interfère avec le principe de concurrence des néo-classiques. De plus, la mise en place du protectionnisme par

26 Piketty, T. (2014), *Capital in the Twenty-First Century*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

27 Madelin, H. (2003), « Irak, une odeur de pétrole », *Études*, vol. 398, n° 4, 443-450.

28 Krugman, P. (2009), *The Return of Depression Economics and the Crisis of 2008*, New York, W.W. Norton & Company.

29 Lacoste, P. (2013), « Espionnage et économie », *Cités*, vol. 56, no. 4, 165-169.

30 Kagan, R. (2018), *The Jungle Grows Back : America and Our Imperiled World*, New York, Knopf.

Trump a aussi enterré le principe de concurrence et impacté indirectement le mécanisme de prix rendant impossibles certains choix pour les consommateurs.

2.5. *Qu'en est-il alors du résultat ?*

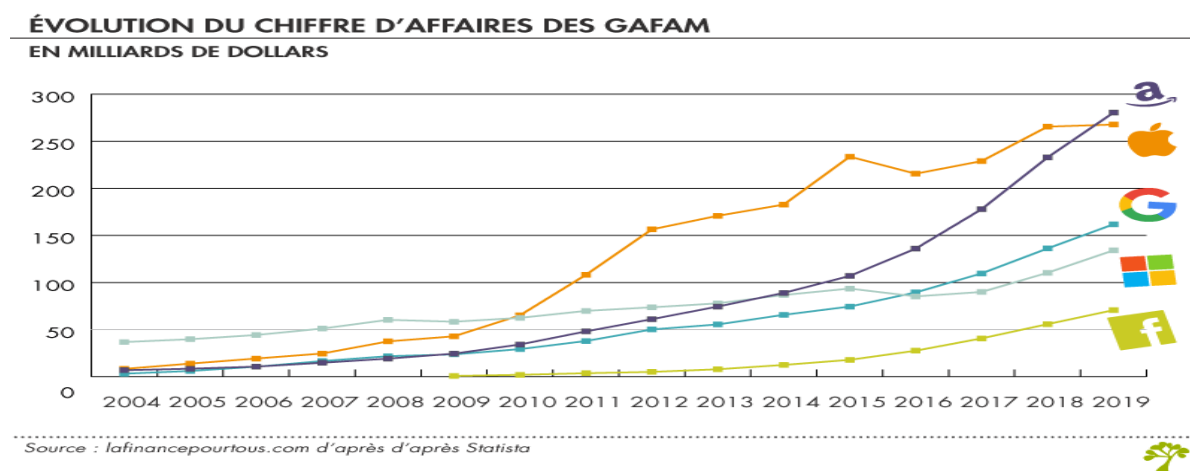
Les États-Unis se distinguent par leur puissance économique incontestable : un PIB de 23,32 milliards de dollars en 2022 et 1,754 milliard de dollars d'exportations. Nous pouvons cependant souligner un bémol : la balance commerciale (moins malus de l'ensemble des échanges faits entre pays) de 950 milliards de dollars contractés par les États-Unis dont 103 milliards de dollars contractés en 2022, entraîne une certaine pression qui montre qu'en réalité, l'économie américaine consomme plus que ce qu'elle ne produit.³¹

De cette puissance économique, il résulte un emblème de la réussite : les GAFAM qui jouent un rôle central dans la domination des marchés mondiaux. Ces géants de la technologie ont révolutionné les industries et ont une influence significative sur l'économie mondiale. Par exemple, Google est le leader incontesté de la recherche en ligne, Apple a révolutionné l'industrie des smartphones et des produits électroniques, Facebook est le plus grand réseau social au monde, Amazon est un des deux leaders du commerce électronique et Microsoft est un leader dans le domaine des logiciels et des services informatiques. Ces entreprises américaines bénéficient d'une capacité d'innovation exceptionnelle, d'énormes ressources financières et d'une présence mondiale qui contribuent à la puissance économique des États-Unis.³²

3. Les GAFAM

3.1 *Quelques chiffres à titre d'illustration*

On peut voir une évolution exponentielle des GAFAM après 2010, comme le démontre ce graphique :



33

31 1) Dépêche AFP, Le déficit commercial américain bat un record en 2022 ; publié le 7 février 2023 dans le journal de BFM TV ;

2) Données de la banque mondiale (2023) ; « Aperçu économique des États-Unis »

32 Statista (2023), « Leading Global Online Companies As Of September 2021, Based On Market Capitalization. », database of Statista.

33 La finance pour tous (2022) : « Les Gafam : les nouveaux Maîtres du monde », site internet de La finance pour tous.

L'évolution seule des chiffres d'affaires ne définit pas leur importance de marché : pour chaque entreprise, il faut également tenir compte d'autres paramètres développés ci-après.

Google, tout d'abord, détient une part de marché écrasante dans le domaine des moteurs de recherche, avec une part estimée à environ 92,5% en juillet 2023. En plus de son moteur de recherche, Google est également un leader dans les services de publicité en ligne et les services cloud.³⁴

Apple, quant à lui, est un acteur majeur dans le secteur des smartphones, avec une part de marché mondial d'environ 28.39% en juillet 2023. La société est connue pour ses iPhones, qui sont extrêmement populaires dans le monde entier. Apple excelle également dans les domaines des tablettes et des appareils électroniques grand public.³⁵

Facebook est un géant des réseaux sociaux, avec plus de 2,989 milliards d'utilisateurs mensuels actifs dans le monde. La plateforme domine le marché des réseaux sociaux et joue également un rôle majeur dans la publicité en ligne, en offrant des solutions de ciblage précises aux annonceurs.³⁶

Amazon est un des leaders incontestés du commerce électronique, avec une part de 11,8% de la vente estimée pour fin 2023. La société a transformé la façon dont les consommateurs achètent des produits en ligne et offre également des services de cloud computing via sa division Amazon Web Services (AWS).³⁷

Windows est le leader dans le système d'exploitation pour PC. La suite Office détient une part de marché significative dans ce domaine, avec une estimation d'environ 77% en 2022.³⁸

3.2 Un climat favorable pour les GAFAM aux États-Unis

3.2.1. Déréglementation et environnement favorable aux entreprises

La déréglementation, promue par la politique libérale visant à augmenter la concurrence, a créé un climat favorable pour les GAFAM : leur croissance et leur domination le prouvent. Telle la Federal Trade Commission (FTC) aux États-Unis qui a adopté une approche plus souple en matière de réglementation antitrust, a permis aux géants technologiques de se développer et d'acquérir des entreprises concurrentes. Cela a été particulièrement favorable à la stratégie d'acquisition des GAFAM pour étendre leur emprise sur le marché.³⁹

34 StatCounter Global Stats, « Search Engine Market Share Worldwide », dans la base de données de StatCounter Global Stats.

35 StatCounter Global Stats, « Mobile Vendor Market Share », dans la base de données de StatCounter Global Stats.

36 Meta, « Communiqué des investissements de 2023 », disponible dans les rapport d'activités de Meta.

37 Dépêche AFP (2 février 2023), « Amazon réalise un chiffre d'affaires de 149 milliards de dollars et dépasse ses prévisions », Ouest France.

38 Microsoft, « Rapport annuel Microsoft 2022 », sur le site de Microsoft.

39 Smyrniotis, N. (2016), "The GAFAM effect : Strategies and Logics of the Internet Oligopoly", *Communication & langages*, vol. 188, n° 2, 61-83.

3.2.2. Concurrence et innovation

Les entreprises technologiques sont entrées en concurrence pour proposer des produits et services innovants, ce qui a stimulé l'innovation dans l'industrie. Par exemple, la rivalité entre Apple, Google et Microsoft dans le domaine des systèmes d'exploitation et des appareils mobiles a conduit à des avancées technologiques significatives et à une amélioration continue des produits. Dans le contexte où la compétition joue un rôle clé, les GAFAM ont creusé le sillon en se développant et ont clairement dominé le marché.⁴⁰

3.2.3. Incitation à l'investissement et à l'entrepreneuriat

Les politiques économiques favorables à l'investissement ont contribué à l'émergence de startups technologiques innovantes, dont certaines sont devenues les GAFAM. Dans les mesures incitant à l'investissement et à l'entrepreneuriat, citons les réductions d'impôts et les incitations fiscales qui ont soutenu la croissance des entreprises technologiques et ont encouragé les entrepreneurs à prendre des risques pour lancer de nouvelles entreprises.⁴¹

3.2.4. Technologie et mondialisation

Les politiques des États-Unis ont accompagné l'économie de marché par la libéralisation des échanges et la mondialisation. Ces entreprises ont pu bénéficier d'une main-d'œuvre mondiale, d'une chaîne d'approvisionnement mondiale en diminuant les coûts de main-d'œuvre et d'un marché mondial pour leurs produits et services. La capacité des GAFAM à s'adapter et à opérer à l'échelle mondiale leur a permis d'accroître leur influence et de dominer les marchés internationaux.⁴²

3.3 Les GAFAM et le marché américain

Le marché américain en tant que berceau des GAFAM a connu une expansion de ceux-ci assez impressionnante, marquant la capacité d'acquisitions tentaculaires de ces entreprises.

Google s'est implanté aux États-Unis grâce à une série d'investissements stratégiques en plus de financement. Google a acquis YouTube en 2006 pour environ 1,65 milliard de dollars, consolidant ainsi sa position en tant que leader dans le domaine de la diffusion de vidéos en ligne.⁴³

Apple a connu une croissance remarquable aux États-Unis grâce à des investissements et acquisitions stratégiques dans son marché de base. Élément intéressant : en 1997, Apple a reçu

40 Affeldt P. and Kesler R. (2021), « Competitors' Reactions to Big Tech Acquisitions », Evidence from Mobile Apps, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung.

41 Archives de la Maison blanche (2010), Fact Sheet, « White House Launches “Startup America” Initiative », disponible sur les archives de la Maison blanche.

42 1) Miguel de Bustos, J. (2017), « GAFAM, Media and Entertainment Groups and Big Data », Les Enjeux de l'information et de la communication, 17(3A), 39-51.

2) Audretsch, D. & Baldwin, W. (2006), « Industrial Organization and the Organization of Industries : an American Perspective », Revue de l'OFCE, vol. n° 97 bis, n° 5, 2006, 87-112.

43 1) Sorkin, A.R. & Peters, J.W. (10 octobre 2006), « Google to Acquire YouTube for \$1.65 Billion in Stock », The New York Times;

2) Sire, G. (2016), The Normative Power of Google : Analyzing the Search Engine's Influence On Publishers' Practices, Communication & Languages, 188, 85-99

un investissement de 150 millions de dollars de la part de Microsoft qui a aidé l'entreprise à se redresser financièrement. De plus, Apple a acquis NeXT en 1996 pour environ 400 millions de dollars, branche qui a ensuite permis le développement et la création de produits révolutionnaires tels que l'iMac et l'iPod.⁴⁴

Facebook s'est développé rapidement aux États-Unis grâce à des acquisitions stratégiques américaines. En 2012, Facebook a acquis Instagram pour environ 1 milliard de dollars, ce qui a renforcé sa position dans le domaine des réseaux sociaux et lui a permis de toucher une nouvelle audience. En 2014, Facebook a fait l'acquisition de WhatsApp pour environ 19 milliards de dollars, lui permettant d'étendre sa présence dans le domaine des applications de messagerie.⁴⁵

Amazon s'est imposé aux États-Unis grâce à d'importants investissements dans l'infrastructure et des acquisitions clés. L'entreprise a investi massivement dans des centres de distribution et des infrastructures logistiques, dépensant des milliards de dollars chaque année pour développer son réseau de livraison. En outre, Amazon a acquis Whole Foods Market en 2017 pour environ 13,7 milliards de dollars, marquant son entrée dans le secteur de l'épicerie physique.⁴⁶

Microsoft s'est établi aux États-Unis grâce à ses investissements et ses acquisitions. En 1980, Microsoft a conclu un accord avec IBM pour fournir un système d'exploitation appelé MS-DOS pour les premiers ordinateurs personnels. Cet accord stratégique a été un tournant pour Microsoft et a contribué à son expansion rapide. Parmi les acquisitions de Microsoft : LinkedIn, service de réseau professionnel pour environ 26,2 milliards de dollars.⁴⁷

Ces acquisitions nous démontrent la faculté des GAFAM à grossir, à incorporer et à développer de nouvelles activités, mais aussi leur capacité à lever des fonds exceptionnels pour absorber des structures déjà assez conséquentes, ce qui révèle une puissance économique incontestable.

Néanmoins, bien que le marché américain ait permis le développement de ces géants, on voit que l'administration Biden a envie de jouer un rôle de plus en plus contraignant pour les GAFAM ; preuve en est la nomination de Lina M. Khan, connue pour être ouvertement anti-GAFAM, à la tête de la Federal Trade Commission en 2021, même si à l'heure actuelle, aucun effet important n'est observable sur le pouvoir des GAFAM.⁴⁸

44 1) Markoff, J. (7 août 1997), « Microsoft Comes to the Aid of a Struggling Apple », The New York Times;
2) Markoff, J. (23 décembre 1996), « Why Apple Sees Next as a Match Made in Heaven », The New York Times.

45 1) Rusli, E.M. (9 avril 2021), « Facebook Buys Instagram for \$1 Billion », The New York Times ;
2) Olson, P. (6 octobre 2014), « Facebook Closes \$19 billion, What'sapp Deal », Forbes.

46 1) Feldman, A. (21 avril 2022), « Amazon Sets Up \$1 Billion Industrial Innovation Fund », Forbes ;
2) Debter, L. (16 juin 2017), « Amazon Is Buying Whole Foods For \$13.7 Billion », Forbes.

47 1) Hall, M. & Zachary, G. P. (2023), « Microsoft Corporation », encyclopédie britannique en ligne ;
2) Microsoft (2017), « Microsoft Buys LinkedIn », site de Microsoft.

48 1) Renouard, G. (18 juin 2021), « Qui est Lina Khan, le cauchemar des Gafam à la tête de l'antitrust américain ? », La Tribune ;
2) Federal Trade Agency, « Présentation de Lina. M. Khan », site de la United States Trade Representative.

3.4 Les GAFAM et le marché européen, une histoire particulière

Les consommateurs européens utilisent massivement les GAFAM. Face aux craintes qu'elle a ressenties envers ces entreprises, l'Union européenne a pris des mesures : en 2022, à travers le Digital Markets Act qui encadre les pratiques des sociétés sur le numérique et dans les dispositions duquel on retrouve surtout des préventions anti concurrentielles ainsi que des encadrements et rappels au respect juridique.⁴⁹

Au niveau des investissements, les chiffres ci-après témoignent de l'importance des GAFAM sur le marché européen.

En 2011, Google a annoncé un investissement de 100 millions d'euros dans un centre de recherche et développement à Paris, appelé le Google Cultural Institute. Ce centre vise à promouvoir la culture européenne en numérisant des œuvres d'art et en les rendant accessibles en ligne. De plus, Google a acquis plusieurs start-ups européennes prometteuses, telles que DeepMind, une entreprise d'intelligence artificielle basée à Londres, en 2014.⁵⁰

En 2015, Apple a annoncé un investissement de 1,7 milliard d'euros dans un nouveau centre de données en Irlande et au Danemark. Ces centres de données sont essentiels pour soutenir les services en ligne d'Apple, tels qu'iCloud et l'App Store, pour les utilisateurs européens. De plus, Apple a réalisé plusieurs acquisitions en Europe, notamment l'achat du fabricant de puces britannique Dialog Semiconductor en 2018.⁵¹

En 2013, Facebook a acquis la société de messagerie instantanée WhatsApp, qui était basée en Europe. Cette acquisition a permis à Facebook de renforcer sa position sur le marché des services de messagerie en Europe. En outre, Facebook a investi dans des centres de données en Suède et en Irlande pour soutenir son infrastructure européenne.⁵²

En 2013, Amazon a ouvert un centre de développement en Pologne et, depuis lors, l'entreprise a continué à étendre ses opérations logistiques dans toute l'Europe atteignant jusqu'à trois centres de développement en 2022 en Pologne. En 2017, Amazon a acquis Souq.com, le principal site de commerce électronique du Moyen-Orient, qui avait une présence en Europe. Cette acquisition a permis à Amazon de renforcer sa position sur le marché européen du commerce électronique.⁵³

49 De Bock, G. (29 mars 2022), « Gafam : l'Europe met fin au Far West 2.0 », Moustique.

50 1) Kinderman, M. (7 décembre 2011), « Google investit 100 millions d'euros dans son centre de R&D parisien », L'Usine Nouvelle ;
2) Gibbs, S. (27 janvier 2014), « Google Buys UK Artificial Intelligence Startup Deepmind For £400m », The Guardian.

51 1) Apple, Apple to Invest €1.7 Billion in New European Data Centres Apple.com ;

2) Grumiaux, M. (12 octobre 2018), « Apple achète le fabricant de puces européen Dialog Semiconductor », Clubic.

52 1) Bounds, T., « Facebook to Acquire Whatsapp », page officielle du groupe Meta ;

2) Sverdlík, Y. (7 mai 2018), « Facebook Data Center Investment in Sweden Nears US\$1B », Data Center Knowledge;

3) Government of Ireland, « Facebook Expands Investment in Ireland », site IE gov.

53 1) Dépêche AFP (28 mars 2017), « E-commerce : Amazon s'offre Souq.com, numéro 1 dans le monde arabe », Le Point;

2) Jeżak, L. (11 janvier 2022), « Amazon otworzył swoje biuro w Krakowie, którego głównym zadaniem będą badania i rozwój nad technologiami syntezy i konwersji mowy, w tym wirtualnym asystentem Amazon Alexa. Firma kładzie nacisk na współpracę z krakowskimi uniwersytetami », Business Love Krakow.

En 2016, Microsoft a annoncé l'ouverture de centres de données en France, en Allemagne et au Royaume-Uni pour fournir des services cloud aux entreprises européennes. De plus, Microsoft a acquis plusieurs entreprises européennes, dont Mojang, le développeur du populaire jeu vidéo Minecraft, en 2014.⁵⁴

3.5 Les GAFAM et le marché chinois, une histoire complexe

Les relations entre les GAFAM et le marché chinois sont plus complexes. D'ailleurs, le marché chinois est une exception : à part Microsoft, la Chine bloque les GAFAM. Microsoft a réussi à s'implanter par des partenariats avec Tencent et Baidu mais reste extrêmement limité par les réglementations chinoises tandis que les autres ont dû cesser leurs activités ou subissent des freins majeurs à leur développement.⁵⁵

Google a rencontré des difficultés pour s'implanter en Chine en raison des restrictions réglementaires imposées par le gouvernement chinois sur Internet et de la concurrence de Baidu. En 2010, Google a décidé de se retirer partiellement de la Chine, en cessant de censurer ses résultats de recherche, à la suite d'attaques de pirates informatiques provenant de Chine et de différends concernant la censure de certains contenus. Depuis lors, l'accès à Google et à ses services en Chine est limité, ce qui a entravé ses efforts d'implantation dans le pays.⁵⁶

Apple a également fait face à des obstacles pour s'implanter en Chine, bien que l'entreprise ait réussi à établir une présence significative dans le pays. La réglementation chinoise impose des contraintes strictes sur la distribution et la vente de produits technologiques, ce qui peut ralentir l'expansion d'Apple en Chine. De plus, la concurrence avec les entreprises chinoises locales, telles que Huawei et Xiaomi, qui proposent des produits similaires à des prix compétitifs, représente un défi pour Apple. Néanmoins, la Chine reste un marché gigantesque pour Apple qui, en 2023 déteint 20% du marché Chinois de smartphone malgré la concurrence évoquée ci-avant. De plus les usines d'assemblages et les sous-traitants se trouvent majoritairement en Chine. Apple se retrouve dès lors dans une position compliquée où la société ne peut pas se faire exclure sous menace de se faire amputer de sa chaîne de valeur et d'une partie de ses clients finaux.⁵⁷

Facebook a connu des aléas quand il a cherché à pénétrer le marché chinois. Les restrictions réglementaires imposées par le gouvernement chinois sur les réseaux sociaux ont empêché Facebook d'opérer pleinement dans le pays. En 2008, Facebook a été bloqué en Chine et, depuis lors, l'accès à la plateforme est limité. Le gouvernement chinois a également favorisé le

54 1) Microsoft, « Microsoft Increases European Cloud Investment To \$3 billion, Unveils Cloud Policy Recommendations », Microsoft website;

2) Microsoft (18 janvier 2022), « Microsoft to Acquire Activision Blizzard To Bring The Joy And Community Of Gaming To Everyone, Across Every Device », Microsoft Website;

3) Hern, A. & Stuart, K. (15 septembre 2014), « Minecraft Sold: Microsoft Buys Mojang for \$2.5bn », The Guardian.

55 Trujillo, E. (2 août 2016), « La Chine, le casse-tête des géants du Web », Le Figaro.

56 Jacobs, A. & Helft, M. (12 janvier 2010), « Google, Citing Attack, Threatens to Exit China », The New York Times.

57 1) Thibault, S. (14 novembre 2022), « Apple Built Its Empire With China. Now Its Foundation Is Showing Cracks. », The New York Times ;

2) Lee, Y. & Blanchard, B. (16 mars 2022), « Apple Supplier Foxconn Sees Possible Revenue Hit From Supply Chain Woes », Reuters ;

3) Udin, E. (15 mai 2023), « How Apple Dominates the Chinese Mobile Phone Market With 80% Profits », IZchin.

développement de réseaux sociaux locaux, tels que WeChat et Weibo, qui sont devenus les leaders du marché en Chine.⁵⁸

L'implantation d'Amazon en Chine n'a pas été plus aisée en raison de la concurrence intense et de l'importance des acteurs locaux du commerce électronique, tels qu'Alibaba et JD.com. Ces entreprises chinoises ont une connaissance approfondie du marché local et proposent des services adaptés aux consommateurs chinois. En 2019, Amazon a d'ailleurs décidé de fermer son site de commerce électronique en Chine, reconnaissant ainsi les obstacles rencontrés dans ce marché.⁵⁹

En réalité, l'outil de censure a souvent servi de marchepied pour mettre les solutions concurrentes chinoises en avant qui permettent en même temps une extension du contrôle du pouvoir politique chinois. L'accès de Google est parfois bloqué en Chine et les utilisateurs sont alors redirigés vers des moteurs de recherche locaux, principalement Baidu, qui est le leader du marché chinois, Baidu étant déjà mieux encadré que Google par les règlements chinois. Un autre exemple : l'accès à Gmail est bloqué en Chine. Les utilisateurs chinois sont incités à utiliser des services de messagerie locaux, notamment Tencent QQ Mail et Sina Mail mieux contrôlé par l'État. Ou encore YouTube qui est inaccessible en Chine depuis 2009. Les utilisateurs chinois sont dirigés vers des plateformes locales de partage de vidéos, telles que Tencent Video et Youku. Enfin, il reste l'exemple de Facebook ou de WhatsApp dont nous reparlerons plus tard. En plus de la censure pour imposer leurs propres applications, des applications ont été entièrement créées pour les remplacer comme c'est le cas pour WeChat.⁶⁰

4. Conclusion

Pour conclure, il apparaît que le modèle néolibéral mettant au premier plan l'économie de marché qui a été promue des États-Unis ne peut être considéré comme un échec. L'émergence des GAFAM, en plus de leur croissance spectaculaire depuis 2010, prouve que ces sociétés comptent et les derniers chiffres donnent à penser qu'elles ne sont pas près de s'effondrer sous peu. De plus, de par leur PIB, les États-Unis sont un des marchés porteurs de l'économie mondiale, ce qui a permis aussi un développement plus opportun des GAFAM. Comme on a pu le constater, l'économie libérale favorisant l'économie de marché a été un élément constitutif de cette croissance spectaculaire en permettant des opportunités d'extension.

Il est à souligner que les États-Unis ont été dans une phase que nous pouvons appeler ascendante du libéralisme, favorisant les principes d'économie de marché qui va s'étendre jusqu'à 2008 ; 2008 marque un coup décisif forçant les États-Unis à intervenir directement dans le marché

58 1) Watts, J. (20 décembre 2010), « Is Facebook Preparing To Hurdle The Great Firewall », The Guardian ;

2) Korezynska, E. (7 mai 2019), « Chinese Social Media : Does Social Media in China Differ from The West ? Part I — WeChat », Medium.

59 Tungul, J. & Hadavi, T. (2 février 2023), « Why Amazon Marketplace Didn't Survive In China », CNBC.

60 1) Yuan, L. (6 août 2018), « A Generation Grows Up in China Without Google, Facebook or Twitter », The New York Times ;

2) Wong, E., Zhao, K. & Dougherty, C. (29 décembre 2014), « China Adds New Barrier to Gmail », The New-York Times ;

3) Bradsher, K. (25 septembre 2017), « China Blocks What'sapp, Broadening Online Censorship », The New York Times ;

4) Knockel, J. & Ruan, L. (23 août 2021), « Measuring QQMail's Automated Email Censorship in China » ; Association for Computing Machinery;

5) Sun, L. (28 janvier 2018), « Meet China's Top 3 Streaming Video Platforms », The Motley Fool.

avec la crise des Subprimes, la logique voudrait qu'on puisse voir cela comme le new deal de Roosevelt : un one shot visant à relancer l'économie. Mais cela semble être tout autre chose : ces dernières années, apparemment, les États-Unis choisissent un modèle mobile, Donald Trump ou Obama intervenant directement dans le marché soit par injection de liquidités soit par la limite du principe de concurrence.⁶¹

Il est donc clair que les États-Unis ont renoncé à une économie de marché uniquement basée sur les principes de marché évoqués par Fukuyama. Cette économie marque aussi un danger : en réalité, comme nous l'avons vu, depuis Reagan, la dette explose et cela pose la question de la vie à crédit. Il convient de se demander si cette dette a augmenté artificiellement la croissance des États-Unis et si celle-ci sera soutenable ou si elle entraînera des conséquences dramatiques à long terme sur l'économie américaine.

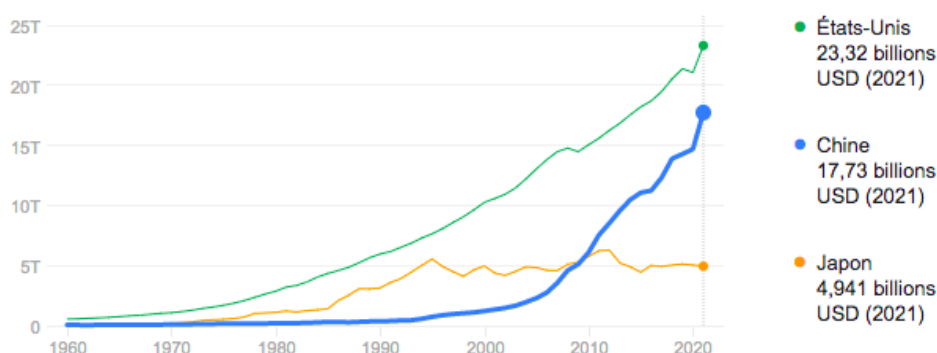
61 Carosso, V. (1970), « Washington and Wall Street : The New Deal and Investment Bankers, 1933-1940 », *The Business History, Review* 44, n°4, 425-445.

IV. LA CHINE

1. Introduction

Comme le disait Fukuyama, la théorie voudrait que les économies adhèrent à une économie de marché, composante de l'évolution naturelle qu'est l'économie libérale. Or, ainsi que nous l'avons vu, cela semble loin d'être acté. Fukuyama n'avait pas pris conscience de la matérialisation du modèle alternatif chinois qui allait prendre racine : le socialisme de marché. Cette doctrine a été théorisée et mise en place par Deng Xiaoping et le gouvernement chinois dès 1970.

Aujourd'hui, vu son taux de croissance de son PIB, la Chine est incontournable.



62

Avant même d'entamer ce chapitre, il convient de clarifier quelques définitions de notions importantes.

Le socialisme de marché : est un système qui vise un développement national et populaire, intégrant de manière complémentaire et conflictuelle des logiques capitalistes de marché et des logiques socialistes tout en s'inscrivant dans une vision socialiste à long terme. Vu qu'il est censé être une phase de transition vers le socialisme, il est donc une forme incomplète du socialisme. Celui-ci a comme spécificité de vouloir ménager la dynamique de marché et les objectifs sociaux. La proximité du Parti Communiste chinois et sa loyauté envers la vision de Marx et Engels démontre que la vision finale tendrait en réalité vers un système communiste et non socialiste.⁶³

62 Datacatalog Worldbank, « République populaire de Chine », Data Commons par Google.

63 Poulin, M. (2021), *Le socialisme de marché chinois : Analyse comparative de la structure économique de Chine de l'époque des réformes et de l'URSS durant la NEP*, Université de Montréal.

2. Analyse politique globale de la Chine

2.1. Histoire de la libéralisation de la Chine

L'émergence du socialisme de marché en Chine a été le résultat de divers facteurs historiques et politiques. Après l'instauration de la République populaire de Chine en 1949, le pays a adopté un modèle économique centralisé et planifié, mettant l'accent sur la collectivisation des terres et des moyens de production, se qualifiant elle-même de communiste. Cependant, au cours des décennies suivantes, des problèmes tels que la stagnation économique, la bureaucratie et les inégalités ont émergé, conduisant à un besoin de réformes.⁶⁴

Dans les années 1970, Deng Xiaoping a émergé comme un leader clé en Chine et a introduit des réformes économiques qui ont marqué le début du socialisme de marché. Deng Xiaoping a cherché à moderniser l'économie chinoise en combinant des éléments de planification centrale et de marché, permettant une plus grande flexibilité et une plus grande participation du secteur privé dans l'économie.⁶⁵

Les réformes économiques de Deng Xiaoping ont été mises en œuvre de manière progressive et expérimentale, avec des initiatives telles que la création des zones économiques spéciales (ZES) dans les années 1980. Les ZES ont été conçues comme des zones pilotes pour tester les politiques économiques plus libérales, telles que la déréglementation et l'ouverture aux investissements étrangers et ont été couronnées de succès incitant à une plus large application des réformes.⁶⁶

Au fur et à mesure de l'évolution du socialisme de marché en Chine, le pays a adopté des politiques visant à stimuler la croissance économique, telles que la libéralisation du commerce extérieur, l'ouverture aux investissements étrangers et la modernisation des infrastructures. Ces politiques ont permis à la Chine de devenir rapidement une puissance économique mondiale, avec une croissance soutenue et une transformation structurelle de son économie.⁶⁷

2.2. Réglementation interne

La volonté de libéralisation pour permettre la transition du communisme vers le socialisme de marché a été actée par l'introduction de lois complémentaires importantes.

Loi sur les entreprises à capitaux étrangers (1979)

La loi sur les entreprises à capitaux étrangers, également connue sous le nom de loi sur les joint-ventures, a été adoptée en Chine en 1979. Cette loi a été l'un des premiers pas vers la libéralisation du marché chinois. Elle permettait aux entreprises étrangères de former des coentreprises avec des partenaires chinois et d'investir dans des secteurs spécifiques de

64 Benson, L. (2012), *La Chine depuis 1949*, Presses universitaires de Bruxelles.

65 Batisse, C. & Selim, M. (2008), « Du socialisme (de marché) au post-communisme. Singularités et unicité dans la globalisation du capitalisme », *Autrepart*, vol. 48, n° 4, 3-12.

66 Ibidem.

67 Garnaut, R., Song, L., & Fang, C. (2018), *China's 40 Years of Reform and Development: 1978–2018*, ANU Press.

l'économie chinoise. La loi a été modifiée et assouplie à plusieurs reprises depuis lors pour attirer davantage d'investissements étrangers.⁶⁸

Loi sur les entreprises privées (1988)

La loi sur les entreprises privées, promulguée en 1988, a ouvert la voie à la création d'entreprises privées en Chine. Cette loi a établi un cadre juridique pour les entreprises privées et a encouragé leur développement en offrant des avantages fiscaux et des protections aux entrepreneurs privés. Elle a également permis aux entreprises privées de s'engager dans des activités économiques jusque-là réservées aux entreprises d'État.⁶⁹

Loi sur les sociétés par actions (2005)

La loi sur les sociétés par actions, adoptée en 2005, a établi un cadre juridique moderne pour les entreprises chinoises et les entreprises étrangères implantées en Chine, opérant en tant que sociétés par actions. Cette loi a renforcé la protection des droits des actionnaires, a encouragé la transparence et la responsabilité des entreprises et facilité l'accès au financement et à la cotation en bourse.⁷⁰

Loi sur les investissements étrangers (2019)

La loi sur les investissements étrangers est entrée en vigueur en janvier 2020. Cette loi a remplacé la loi sur les entreprises à capitaux étrangers et la loi sur les entreprises à capitaux communs. Elle vise à créer un environnement plus ouvert et équitable pour les investisseurs étrangers en Chine. La nouvelle loi interdit notamment le transfert forcé de technologies, renforce la protection des droits de propriété intellectuelle et facilite l'accès au marché chinois pour les investisseurs étrangers.⁷¹

Il est important de souligner que le socialisme de marché est en constante évolution et est encore amené à se définir. La particularité de la Chine réside dans des ajustements politiques et économiques effectués au fil du temps ; elle adopte des mesures pour accompagner ses industries et fixe des objectifs politiques et économiques, ce qui rompt avec les principes de libéralisme et de néolibéralisme vus plus haut mais, aussi, définit le modèle.

2.3. Avantages concurrentiels et pratiques anticoncurrentielles

La Chine, à travers son socialisme de marché, a permis d'implémenter des avantages concurrentiels suppléants à sa libéralisation.

Tout d'abord, la Chine a réalisé d'énormes investissements dans le développement de son infrastructure, y compris des réseaux de transport, des ports, des centrales électriques et des télécommunications. Ces investissements massifs ont permis de renforcer la compétitivité

68 National People's Congress (8 juillet 1979), the Law of the People's Republic of China on Joint-Venture Using Chinese and Foreign Investment, voté au Congrès National du Parti Communiste chinois.

69 Republic of China (1988), « Law Of Regulation On Private Enterprises Of June 1988 », People Daily, Overseas Edition.

70 Hu, J. (2005), « Companies Law Of The People's Republic Of China Order Of The President Of The People's Republic Of China », electronic version of law, disponible sur le site du International Labor Party.

71 Xi, J. (2019), « Foreign Investment Law of the People's Republic of China », site du gouvernement chinois.

économique du pays, d'améliorer la connectivité régionale et de stimuler la croissance économique à grande échelle.⁷²

Ensuite, le gouvernement chinois a adopté des politiques industrielles et des plans quinquennaux pour soutenir et promouvoir certaines industries stratégiques, telles que les technologies de l'information, les énergies renouvelables et les industries de pointe. Ce soutien gouvernemental et cette politique industrielle a permis à la Chine de développer des champions nationaux dans ces secteurs, de renforcer l'innovation technologique et d'améliorer la compétitivité de ses entreprises à l'échelle mondiale.⁷³

Parallèlement, la Chine met aussi en place des systèmes de concurrence directe avec les challengers extérieurs. En créant des solutions internes remplaçant les entreprises étrangères, la Chine s'est considérablement développée dans des domaines technologiques clés pour réduire la dépendance vis-à-vis des entreprises étrangères comme celles-ci-après :

- *WeChat* a été créé par Tencent pour répondre à la demande des utilisateurs chinois qui cherchaient une alternative à WhatsApp, une application de messagerie occidentale qui n'était pas largement utilisée en Chine en raison de restrictions et de blocages. WeChat a réussi à dominer le marché chinois en offrant une expérience utilisateur complète et en intégrant de nombreuses fonctionnalités au sein de l'application.⁷⁴
- *Alipay* a été créé pour répondre aux besoins des consommateurs chinois en matière de paiement sécurisé en ligne et hors ligne. Il offre une large gamme de services, tels que le paiement des factures, les transferts d'argent entre utilisateurs et les achats en ligne. Alipay a bénéficié de l'essor du commerce électronique en Chine et est devenu le principal moyen de paiement pour de nombreux consommateurs chinois. C'est l'équivalent de PayPal.⁷⁵
- Enfin, *Didi Chuxing* a été créé pour répondre à la demande croissante de services de transport privé en Chine. En 2016, Uber a finalement décidé de fusionner ses opérations chinoises avec Didi Chuxing après avoir fait face à une forte concurrence sur le marché chinois. Cette fusion a permis à Didi Chuxing de consolider sa position de leader dans le secteur des services de réservation de voitures avec chauffeur en Chine.⁷⁶

La Chine impose des restrictions sur les investissements étrangers dans des secteurs sensibles tels que la finance, les télécommunications et l'énergie. Les entreprises étrangères qui souhaitent opérer dans le secteur bancaire chinois doivent établir des coentreprises avec des partenaires chinois et sont soumises à des limites de participation étrangère. Ces restrictions visent à protéger les entreprises nationales et à préserver la sécurité financière du pays.⁷⁷

La Chine met en place des incitations pour favoriser les entreprises nationales. Le gouvernement chinois accorde des avantages fiscaux aux entreprises technologiques nationales afin d'encourager l'innovation et la recherche et le développement. De plus, des politiques

72 Hou, X. & Yao, K. (5 juillet 2022), « China Plans \$75 Billion Infrastructure Fund To Revive Economy », Reuters.

73 Sonali, J.-C., (2017), « People's Republic Of China ; Selected Issue ; Country Report 17/248 », International Monetary Fund.

74 Li, Y. (9 janvier 2019), « To Cover China, There's No Substitute for WeChat », The New York Times.

75 Li, B., Zhong, J.B., Lu, J. & Liu, X. (2022), « Robustly Distributed Diagnosis Of Discrete-Event Systems And Its Application To Alipay Transaction Systems », Journal of the Franklin Institute, Volume 359, Issue 18, 10765-10784.

76 Kharpal, A. (1^{er} août 2016), « 5 Reasons Why Uber Sold Its China Business To Didi Chuxing », CNBC.

77 Zhang, S. (2022), « Protection of Foreign Investment in China : The Foreign Investment Law and the Changing Landscape », Eur Bus Org Law Rev, 23(4),1049–1076.

d'achat local sont utilisées dans certains secteurs, obligeant les entreprises à privilégier les fournisseurs chinois pour leurs besoins en produits et services.⁷⁸

De plus, elle a bénéficié de deux éléments essentiels à son développement.

La Chine dispose d'une main-d'œuvre nombreuse et relativement bon marché, ce qui lui a donné un avantage dans la production manufacturière et l'exportation de biens. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, abondante et compétitive a favorisé la croissance rapide des industries chinoises et leur compétitivité sur le marché mondial.⁷⁹

Le second élément concerne la taille et l'intégration du marché intérieur : la Chine possède une population de plus de 1,4 milliard d'habitants, ce qui en fait le marché intérieur le plus vaste au monde. Cette taille de marché offre des opportunités d'écoulement des produits et de croissance pour les entreprises chinoises, leur permettant de bénéficier d'économies d'échelle et de stimuler l'innovation.⁸⁰

2.4. La Chine et les synergies avec la Russie et l'Afrique

La logique d'extension avec accompagnement de marché est observable dans ses relations particulières avec la Russie et l'Afrique où le politique va renforcer les échanges et les encadrer au maximum.

Depuis quelques années nous pouvons observer des liens de plus en plus fort entre la Chine et l'Afrique, cette situation trouve son origine dans une interprétation des accords d'échange signés en 2000 au Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA), qui, encourageant la circulation des capitaux et des biens entre la Chine et l'Afrique. L'état Chinois utilise de la budgétisation sous différentes par exemple en 2018 60 milliards de transfert de la Chine vers l'Afrique était prévu dont 35 milliards de ligne de crédit à faible taux d'intérêts, 5 milliards sans intérêts ou de don, 5 milliards de fonds de développement et 10 milliards de fond a la coopération et 5 milliards non spécifié. Ces coopérations massives montrent des liens étroits entre l'Afrique et la Chine.⁸¹

Sur le même principe, la Russie est entrée dans une logique plus forte d'interpénétration des marchés due à la proximité géographique. Le résultat le plus visible est la construction de l'oléoduc ESPO, qui relie la région sibérienne russe à la côte pacifique : la China National Petroleum Corporation (CNPC) a acquis une participation de 20 % dans le projet. On peut également citer Great Wall Motors (entreprise chinoise) qui a ouvert une usine d'assemblage en Russie pour produire des véhicules de sa marque Haval. Mais surtout, récemment, les accords de construction de Force Sibérie 2 qui vont permettre à GAZPROM (fournisseur russe d'hydrocarbures) de fournir les entreprises chinoises en énergie fossile (98 milliards de mètres³ d'ici 2030).⁸²

78 Zhou, Q. (29 mars 2023), « What Are the Tax Incentives in China to Encourage Technology Innovation », China Briefing Association.

79 The World Bank (2022), « China Overview », base de données de la Banque mondiale.

80 The World Bank (2023), « World Development Indicators », base de données de la Banque mondiale.

81 1) Dahman-Saïdi, M. (19 novembre 2013), « Chinese Investment in Africa » ; BSIeconomics ;

2) Forum on China-Africa cooperation (2018), « Rapport et évolution historique », site de la China-Africa Cooperation.

82 1) Sisoev, G. (29 juin 2017), « Rosneft Sells 20% of East Siberian VCNNG to China's Beijing Gas for \$1.1Bln », Sputnik ;

2) Dépêche AFP (21 février 2023), « Gazoduc Force de Sibérie 2 : accord « conclu » entre la Chine et la Russie », le Figaro Magazine.

L'État chinois joue l'intermédiaire pour les entreprises internes, mais continue à placer les investissements étrangers à travers des entreprises en gardant un double standard : le premier est l'application du socialisme de marché en interne avec un contrôle de l'État présent, le second est l'utilisation du marché à l'étranger. On a pu le remarquer lors de l'embargo de l'Union européenne vis-à-vis du gaz russe en 2021 : les Chinois ont revendu le gaz russe à l'Europe sur le marché externe et négocié les prix des matières russes à la baisse. Enfin, il est intéressant de noter que la Chine utilise l'intervention sur les marchés externes essentiellement pour les ressources naturelles, ce qui peut être interprété comme une assurance et une planification de la production en interne. En effet, la Chine permet le contrôle de ses prix par le gouvernement par le biais d'entreprises avec forte appartenance actionnariale détenue par le gouvernement chinois.⁸³

2.5. Critique et mise en question du système chinois

Malgré les avancées économiques de la Chine, le modèle économique du pays a été critiqué pour ses inégalités croissantes. La croissance rapide a conduit à une concentration de richesse entre les mains d'une petite élite, laissant de nombreux citoyens chinois dans une situation de précarité économique.⁸⁴

Certaines associations comme Human Rights Watch et Amnesty International sont concentrées sur le manque de protection des droits des travailleurs en Chine, notamment en ce qui concerne les conditions de travail, les salaires équitables et les heures de travail excessives. Ces organisations internationales des droits de l'homme ont appelé à une amélioration de ces conditions.⁸⁵

La Chine a été critiquée pour ses pratiques commerciales déloyales, telles que les subventions massives accordées aux entreprises nationales, les transferts forcés de technologie et le non-respect des droits de propriété intellectuelle. Ces pratiques ont été source de tensions commerciales avec l'Union européenne comme nous l'avons vu dans un des chapitres précédents, mais aussi avec les États-Unis.⁸⁶

L'impact environnemental et la durabilité sont inquiétants : la croissance économique rapide de la Chine s'est accompagnée de préoccupations croissantes concernant son impact sur l'environnement. Certaines associations internationales comme l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Greenpeace ont par exemple souligné l'état de pollution critique de l'air de la Chine.⁸⁷

83 1) Global data, « Top 10 Power Plant Owners in China by Capacity », Global Data.

2) Kawase, K. (30 mars 2022), « China's Great Wall Motor staying in Russia 'for Time Being' », Nikkei Asia.

3) Fontaine, D. (7 septembre 2022), « La Chine revendrait du gaz russe à l'Europe, en multipliant le prix au passage », RTBF.

84 The World Bank (2022), « World Development Indicators 2022 », base de données de la Banque mondiale.

85 Amnesty International, rapports annuels sur « la Chine », publiés sur le site d'Amnesty International.

86 Reuters (22 novembre 2018), « China says U.S. Accusations of Unfair Trade Practices 'Groundless' », Reuters Staff.

87 1) Dong, L., « China's Air Pollution Problem », Greenpeace ;

2) World Health Organisation (2018), « Air Pollution in China », site de la World Health Organisation.

2.6. *Qu'en est-il du résultat ?*

Comme nous l'avons vu, au niveau mondial, la Chine est aujourd'hui le pays avec le second plus gros PIB : 17 730 milliards de dollars en 2021. La Chine pèse lourd, mais elle compte d'autant plus que sa balance commerciale, à l'inverse de celle des États-Unis, est positive avec 676,4 milliards de dollars d'excédent commercial pour l'année 2021.⁸⁸

Les BATX sont un symbole de ce développement spectaculaire.

Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi sont les principales entreprises technologiques chinoises qui ont émergé en tant que géants de l'industrie numérique en Chine. Ces entreprises ont bénéficié de plusieurs facteurs favorables qui ont contribué à leur émergence et à leur succès. Tout d'abord, la taille massive du marché chinois, avec une population de plus de 1,4 milliard d'habitants, a créé un énorme vivier d'utilisateurs potentiels. Ensuite, les politiques gouvernementales de soutien à l'innovation et au développement technologique ont favorisé leur croissance, entre autres par le biais de subventions, de réglementations favorables et d'investissements dans l'infrastructure numérique. Enfin, l'adaptation aux besoins et aux préférences du marché chinois, notamment en termes de services en ligne, de paiement mobile, de commerce électronique et de réseaux sociaux, a joué un rôle clé dans le succès des BATX.⁸⁹

3. Les BATX

Pour rappel, **BATX** est un sigle formé en juxtaposant les initiales de **Baidu**, **Alibaba**, **Tencent** et **Xiaomi**.

3.1 *Description*

Baidu est un moteur de recherche chinois souvent comparé à Google. Il a réussi à se positionner en tant que leader du marché chinois grâce à une recherche en langue chinoise plus précise et à des services adaptés au marché chinois, tels que Baidu Maps. De plus, Baidu a développé des innovations dans des domaines tels que l'intelligence artificielle (IA) et la conduite autonome. Cette entreprise détient une part de marché d'environ 70% dans la recherche en ligne en Chine. En 2021, Baidu comptait plus de 1,028 millions d'utilisateurs actifs mensuels sur ses plateformes, renforçant ainsi sa position de leader dans l'industrie technologique chinoise.⁹⁰

Alibaba est un conglomérat de commerce électronique chinois, qui comprend des plateformes de vente en ligne telles que Taobao et Tmall. Son succès réside dans sa capacité à créer un écosystème complet de commerce électronique, offrant aux consommateurs chinois une gamme étendue de produits et de services. Alibaba a également innové en introduisant des technologies

⁸⁸ The World Bank (2021), « Economie », base de données de la Banque mondiale.

⁸⁹ 1) Mazzucchi, N. (2021), « Les BATX. Champions de la donnée sous la coupe de Pékin », La Géographie, vol. 1580, n° 1, 40-45 ;

2) The World Bank, « Economie », base de données de la Banque mondiale.

3) Wei, S.-J., Xie, Z., & Zhang, X. (hiver 2017), « Made in China” to “Innovated in China”: Necessity, Prospect, and Challenges », The Journal of Economic Perspectives, Vol. 31, n° 1.

⁹⁰ 1) Statista (2022), « Leading Search Engine Providers in China in 2021, by market share », Statista ;

2) Duong, V. (12 décembre 2021), « Baidu détient le monopole en Chine continentale en 2021 », Journal du Net.

telles que le paiement en ligne (Alipay) et la logistique efficace, facilitant ainsi les transactions commerciales. En 2020, Alibaba a enregistré un volume brut de marchandises (GMV) de plus de 1,2 trillion de dollars sur ses plateformes, ce qui représente une croissance significative au fil des ans. Alibaba compte également plus de 900 millions d'utilisateurs actifs annuels sur ses plateformes.⁹¹

Tencent est une société chinoise de technologie et de médias sociaux, connue pour sa plateforme de messagerie instantanée WeChat. Tencent a réussi en combinant divers services, tels que les réseaux sociaux, les jeux en ligne, les paiements mobiles et les services de streaming. La polyvalence de WeChat, qui permet de tout faire depuis une seule application, et sa popularité en Chine ont contribué au succès de Tencent. En 2023, WeChat compte plus de 1,63 milliard d'utilisateurs actifs mensuels, ce qui en fait l'une des applications de messagerie les plus populaires au monde. En 2021 d'ailleurs la capitalisation boursière de Tencent avait atteint jusqu'à 950 milliards de dollars.⁹²

Xiaomi est une entreprise chinoise spécialisée dans les appareils électroniques grand public, notamment les smartphones et les produits de maison intelligente. Xiaomi a gagné en popularité grâce à sa stratégie de vente en ligne directe aux consommateurs, offrant des produits de qualité à des prix abordables. Son modèle commercial axé sur l'efficacité opérationnelle et l'innovation a contribué à son succès rapide sur le marché chinois. En 2022, Xiaomi était le troisième plus grand fabricant de smartphones au monde en termes de part de marché, avec une part de marché mondial d'environ 12%. Xiaomi a également connu une croissance rapide de ses revenus, atteignant près de 38 milliards de dollars en 2022.⁹³

3.2 Les BATX et leur développement tentaculaire en Chine.

Baidu a acquis diverses entreprises pour renforcer ses capacités technologiques. Parmi les acquisitions les plus notables, citons l'achat de Raven Tech, une start-up spécialisée dans les technologies de conduite autonome.⁹⁴

Alibaba a réalisé plusieurs acquisitions stratégiques. En 2018, Alibaba a acquis Ele.me, une plateforme de livraison de nourriture en ligne, pour 9,5 milliards de dollars. Cette acquisition lui a permis de renforcer sa présence dans le secteur de la livraison à domicile en Chine.

Tencent s'est engagé dans un certain nombre d'acquisitions stratégiques en Chine pour diversifier son portefeuille d'activités. Parmi les acquisitions notables, on compte l'acquisition de China Music Corporation en 2016, une société qui possède les plateformes de musique en streaming QQ Music, Kugou et Kuwo, renforçant ainsi la présence de Tencent dans l'industrie

91 1) Alibaba (2021), Alibaba Group Announces December Quarter 2020 Results, Alibaba Press Release ;

2) Global Data, « Alibaba Group Holding Ltd : Overview », Global Data.

92 1) Bankmycell (août 2023), « How Many People Use Wechat ? », user statistics and trends, Banmycell ;

2) Nicolas Richaud (16 novembre 2022), « Tencent cajole à nouveau ses actionnaires et se recentre sur le jeu vidéo et le « social » », Les Echos.

93 1) Xiaomi, « About Us », site de Xiaomi ;

2) Counterpoint, « Global Smartphone Shipments Market Data (Q2 2021 – Q1 2023) », site de Counterpoint ;

3) Slotta, D. (17 mai 2023), « Xiaomi's Annual Revenue from 2015 to 2022 », Statista.

94 Choudhury, S.R. (16 novembre 2017), « Chinese Tech Giant Unveils A Smart Home Speaker To Compete With Amazon », CNBC.

de la musique en ligne. En 2018, Tencent a également acquis Mobike, un service de partage de vélos en libre-service très populaire en Chine, dans le but de compléter son écosystème et d'offrir une solution de transport pratique et écologique.⁹⁵

Xiaomi a réalisé des acquisitions stratégiques pour soutenir sa croissance. En 2020, Xiaomi a acquis DeepMotion, une start-up spécialisée dans les technologies de réalité virtuelle et de réalité augmentée. Cette acquisition a renforcé les capacités de Xiaomi dans le domaine de la technologie immersive.⁹⁶

3.3 Mesures d'encadrement des BATX sur le marché interne

Ce développement extraordinaire nécessite quelques mesures sur le marché interne.

Examinons d'abord le cadre légal. En 2020, le gouvernement chinois a publié de nouvelles directives pour renforcer la supervision des plateformes internet, visant à prévenir les abus de position dominante, les comportements monopolistiques et les pratiques discriminatoires. Ces réglementations visent à garantir une concurrence équitable sur le marché et à protéger les intérêts des petites et moyennes entreprises face aux géants.⁹⁷

Ceci inclut un certain contrôle des flux de données personnelles. La Chine a renforcé la réglementation sur la protection des données personnelles, ce qui a un impact sur les BATX qui collectent et utilisent de vastes quantités de données des utilisateurs. En 2020, la Chine a adopté la loi sur la protection des données personnelles, qui définit des règles claires sur la collecte, le stockage, l'utilisation et le partage des données personnelles. Cela vise à protéger la vie privée des utilisateurs et à restreindre l'utilisation abusive des données par les grandes entreprises technologiques.⁹⁸

La Chine a mis en place des réglementations strictes en matière de cybersécurité pour protéger la souveraineté nationale et les intérêts en matière de données. Ces réglementations exigent des entreprises technologiques, y compris les BATX, de stocker les données des utilisateurs chinois à l'intérieur du pays et de se conformer à des normes de sécurité strictes. Cela limite la possibilité des entreprises étrangères de contrôler et d'accéder facilement aux données sensibles des utilisateurs chinois.⁹⁹

Si le cadre légal n'est pas respecté, cela donne lieu à des condamnations directes. On peut citer, parmi les plus spectaculaires pour les entreprises non-chinoises, le cas de Qualcomm qui a été condamné en 2015 par l'antitrust Chinois à 975 millions de dollars pour pratiques monopolistiques.¹⁰⁰

95 1) Wang, Y. & Thomas, C. (3 avril 2018), « Chinese E-Commerce Giant Alibaba Acquires Ele.me In \$9.5B Deal », Forbes.

2) Reuters Staff (15 juillet 2016), « Tencent Merges with China Music Corp to Develop Digital Music », Reuters.

3) Cadell, C. (3 avril 2018), « China's Meituan Dianping Acquires Bike-Sharing Firm Mobike for \$2.7 billion », Reuters.

96 Bloomberg News (25 août 2021), « Xiaomi Buys Self-Driving Tech Startup to Propel EV Ambitions », Bloomberg tech.

97 Lee, J. (2022), « Cyberspace Governance in China : Evolution, Features and Future Trends », Lee Center For Asian Studies.

98 Deloitte, « The China Personal Information Protection Law (PIPL) », site de Deloitte.

99 Junck, R.D., Klein, B.A., Kumaki, A., Kumayama, K.D., Kwok, S., Levi S.D., Talbot J.S., Vermynck, E.-C. & Zhang, S. (3 novembre 2021), « China's New Data Security and Personal Information Protection Laws: What They Mean for Multinational Companies », Skadden.

100 Grésillon, G. (10 février 2015), « Qualcomm lourdement condamné par l'antitrust en Chine », Les Échos.

La Chine condamne aussi ses propres entreprises quand celles-ci vont à l'encontre de principes libéraux de concurrence, ce qui montre réellement cette dichotomie de la Chine entre le libéralisme et son modèle communiste antécédent. Parmi les amendes appliquées, on peut citer :

- En décembre 2020, les autorités chinoises ont lancé une enquête antitrust sur Alibaba, soupçonnant des pratiques monopolistiques et des violations de la réglementation en matière de concurrence. Cette enquête a abouti à une amende record de 2,8 milliards de dollars imposée à Alibaba en avril 2021, pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché en imposant des exclusivités aux commerçants sur sa plateforme.¹⁰¹
- En mars 2021, Tencent a été sanctionné par l'Administration d'État en charge de la régulation du marché (SAMR) en raison de pratiques anticoncurrentielles. Tencent avait omis de signaler correctement des transactions antérieures d'acquisition de droits de propriété intellectuelle, ce qui a entraîné une amende et l'obligation de dissoudre certains accords concernés.¹⁰²
- Outre les amendes, la Chine a également imposé des mesures de conformité réglementaire aux entreprises technologiques, y compris les BATX. Par exemple, en 2021, de nouvelles règles ont été introduites pour réglementer les pratiques financières d'Ant Group (filiale d'Alibaba), exigeant une scission de ses activités de prêts et imposant des exigences plus strictes en matière de capital pour ses services financiers en ligne. Ce qui mènera à une condamnation de ce même groupe en 2023 pour non-respect de ces règles.¹⁰³

3.4 Les BATX et le marché mondial : un curieux jeu

Baidu a acquis Kitt.ai, une start-up américaine spécialisée dans l'intelligence artificielle conversationnelle, en vue d'étendre ses capacités internationales dans ce domaine ce qu'elle fera avec Baidu Translate Rival de Google Translate.¹⁰⁴

Alibaba, l'un des plus grands conglomérats de commerce électronique au monde, a connu une croissance impressionnante à l'échelle internationale. En 2020, Alibaba a enregistré des ventes brutes de marchandises d'une valeur de 1,2 billion de dollars sur sa plateforme mondiale, AliExpress. De plus, Alibaba a acquis Daraz, une plateforme de commerce électronique en Asie du Sud, afin de renforcer sa présence dans cette région.¹⁰⁵

Tencent, un leader chinois de la technologie et des médias sociaux, a également réalisé d'importantes acquisitions à l'étranger. En 2016, Tencent a acquis Supercell, un développeur finlandais de jeux mobiles, pour une valeur de 8,6 milliards de dollars. Cette acquisition a renforcé la position de Tencent dans l'industrie mondiale des jeux mobiles. De plus, Tencent a

101 Zhong, R. (10 avril 2021), « Alibaba's Record \$2.8 billion Antitrust », The New York Times.

102 Sri, D. (22 novembre 2021), « Chinese regulator fines Tencent, Baidu, others for antitrust violations », TechInAsia.

103 Zhu, J. & Xu, J. (19 avril 2023), « Exclusive : China expected to lower fine on Ant Group to about \$700 million », Reuters.

104 1) Lunden, I. (5 juillet 2017), « Baidu Acquires Natural Language Startup Kitt.Ai, Maker Of Chatbot Engine ChatFlow », Tech Crunch ;

2) Kharpal, A. (23 octobre 2018), « China's Baidu Challenges Google with A.I. That Translates Languages In Real-Time », CNBC.

105 Alibaba Group (2023), Alibaba Group Announces March Quarter 2020 and Full Fiscal Year 2020 Results.

investi 150 millions de dollars dans la société américaine Snap Inc., démontrant son intérêt pour les plateformes internationales de médias sociaux.¹⁰⁶

Xiaomi, comme nous l'avons vu s'est imposé au niveau mondial avec ses parts de marchés au niveau des smartphones. La société a étendu ses activités dans plus de 100 pays et régions, en proposant des produits abordables et de haute qualité. Xiaomi a ensuite investi dans des start-ups étrangères, telles que Misfit, une entreprise américaine spécialisée dans les « objets électroniques portables ».¹⁰⁷

Il est aussi intéressant que les BATX ont le droit de recourir à une financiarisation externe, ce qui ne semble pas gêner le gouvernement chinois malgré son contrôle extrême des capitaux entrant en Chine malgré une certaine ouverture ces dernières années.

Comme exemple de financiarisation mondiale des BATX, on peut citer :

1. En 2014, Alibaba a réalisé l'introduction en bourse la plus importante de l'histoire à l'époque, en listant ses actions sur la Bourse de New York (NYSE). L'opération a permis de lever environ 25 milliards de dollars, marquant une étape importante pour les introductions en bourse des entreprises chinoises à l'étranger.¹⁰⁸
2. En 2018, Tencent Music Entertainment, une filiale de Tencent, a fait son entrée en bourse sur le marché américain. L'introduction en bourse a généré environ 1,1 milliard de dollars, faisant de Tencent Music l'une des plus grandes introductions en bourse d'entreprises chinoises à l'étranger cette année-là.¹⁰⁹
3. En 2018, Xiaomi, un fabricant chinois de smartphones, est entré en bourse à la Bourse de Hong Kong. L'opération a permis de lever à la hauteur de 4,7 milliards de dollars environ. Cela a été considéré comme l'une des plus grandes introductions en bourse à Hong Kong depuis plusieurs années.¹¹⁰

4. Conclusion

Comme nous l'avons vu, la Chine a amorcé un processus de libéralisation qui va vers une ouverture. On peut donc considérer que l'introduction de l'économie de marché en Chine est dans une phase ascendante. Il en résulte des résultats spectaculaires reflétés par son poids dans l'économie mondiale. Néanmoins, la Chine tente de garder un double standard : une économie de marché à l'extérieur, mais un socialisme de marché à l'intérieur du pays. Les grosses différences que nous ressentons avec les États-Unis sont que ces derniers ont décidé de saper ce qu'ils estiment être des freins à la progression économique et ont ignoré les problèmes jusqu'à ce que les chocs soient constatables ou doivent obligatoirement être traités. La Chine, elle, ne les attend pas et prend des mesures directement pour soutenir l'industrie avec des

106 Carsten, P., Rosendahl, J., Ando, R. (21 juillet 2016), « China's Tencent buys 'Clash of Clans' maker Supercell for \$8.6 billion », Reuters.

107 1) Xiaomi (2023), « About Us », site de Xiaomi ;

2) Farr, C. & Chan, E. (2 décembre 2014), « Misfit Wearables raises \$40 mln from Xiaomi, other Chinese firms », Reuters.

108 Alcaraz, M. (19 septembre 2014), « Alibaba, l'introduction en Bourse de tous les records », Les Échos.

109 Sallé, C. (12 décembre 2018), « Tencent Music fait ses débuts à Wall Street sur une bonne note », Le Figaro.

110 Lesage, N. (3 mai 2018), « Xiaomi : vers une entrée en bourse à 10 milliards de dollars », Numerama.

politiques ciblées, mais aussi en avantageant ou en créant des conditions propices afin d'éviter des concurrences étrangères ou, au moins en les désavantageant. Enfin, dernière remarque importante : la Chine agit plus facilement comme arbitre pour limiter la puissance de ses BATX en les mettant face à des lois restrictives, mais aussi en les forçant à adopter une stratégie calquée sur la sienne, ce qui entraîne un mélange parfois flou entre l'État et les entreprises privées. Cette contrainte peut aller extrêmement loin même si nous ne l'avons pas directement relevée dans le travail. Nous pouvons évoquer la disparition de Jack MA en 2020, et qui est réapparu en 2022, sous fond de reprise en main de son entreprise par Pékin, lorsque cette entreprise devenait trop puissante et s'écartait de la politique de Pékin. Ceci rompt totalement avec un principe de marché qu'est la propriété privée et fait peser une menace constante sur toutes les entreprises chinoises pouvant s'écarter de l'axe stratégique de Pékin. Néanmoins, la question de la perspective s'amorce depuis 2014 : l'endettement en % de PIB a augmenté de moitié passant de 41,54% à 68,06% en 2020. De plus, l'encadrement des entreprises peut créer des freins aux performances des BATX comme des GAFAM. Mais sur les dernières années, le mix choisi par la Chine entre planification, encadrement et économie de marché semble pour l'instant être plus prometteur dans ses perspectives de croissance que le modèle appliqué par les États-Unis.¹¹¹

111 1) Lopez, P. (30 avril 2022), « Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, vivrait à Tokyo depuis six mois », Les Echos ;
2) Trading Economics, « China government Debt to GDP », base de données de Trading Economics.

V. LA RUSSIE

1. Introduction

Dans cette analyse, la Russie occupe une place spécifique. Sa chute est censée avoir provoqué un basculement historique car, d'après Fukuyama, l'économie russe comme nous l'avons vu dans l'introduction générale (point I), péchait par sa centralisation et son principe de répartition équitable des ressources qui empêchait la prise d'initiative et un développement efficace, mais Douglas B Reynolds va plus loin dans son analyse et propose plusieurs facteurs d'analyse de la chute de l'URSS en 1991.

- *Les limites de la croissance économique.* Face à la nécessité d'avoir une croissance favorisée par l'industrialisation qui requiert le passage d'une croissance extensive (besoin de plus de ressources et d'espace) à une croissance intensive (les hommes produisent plus en quantité avec moins de temps à consacrer), l'URSS ne put suivre par manque de compétence en innovation.
- *Une économie stagnante.* L'économie russe n'arriva pas à suivre une croissance suffisante pour rencontrer les besoins de ses acteurs, engendrant d'ailleurs une ouverture de marché sélective.
- *Une inefficacité.* Il y eut une inadéquation à la suite des mesures prises par Gorbatchev libéralisant certaines parties de l'économie tout en laissant d'autres planifiées, ce qui créa un conflit menant à une inefficacité économique et au début du déclin économique.
- *Le déclin économique* créa un cercle vicieux car il appauvrit l'économie, ce qui affaiblit le parti en retour. Cette boucle finit par l'éclatement du régime soviétique ne pouvant plus rencontrer les attentes des différents acteurs tant du parti que des populations.¹¹²

2. Gazprom et la Russie constituent un cas particulier

Face à la chute de l'URSS en 1991, l'économie russe essaya de trouver une solution en passant à l'économie de marché. Cette tentative de libéralisation se conclut par un échec lors de la crise économique de 1998. Boris Eltsine nomma d'ailleurs cette tentative de passage comme une expérience douloureuse qui montra aussi que la libéralisation subie en Russie avait laissé un vide. La Russie, pour rentrer dans une économie de marché, enclencha une privatisation massive. En conséquence, le passage d'économie planifiée à l'économie de marché créa un manque de demande intérieure car l'État ne remplissait plus son rôle total de demande qu'il avait dans l'économie planifiée entraînant une chute drastique de la demande, cela plongea la Russie dans une crise. Face à cela, comme nous allons le voir, l'exception russe a été

¹¹² Reynolds, D.B (1998), « Soviet Economic Decline : Did An Oil Crisis Cause The Transition In The Soviet Union ? », JSTOR, The Journal of Energy and Development, vol. 24, no. 1, 65-82.

d'organiser la société à travers l'énergie ; son économie moderne est bâtie autour de la vente de ses énergies, et notamment la société Gazprom. Cette troisième analyse sera donc éclairée d'une perspective historique montrant la manière dont la Russie a vécu son évolution et ses ajustements pour régler son économie. Ce système nous montre comment, après l'échec de 1998, les Russes ont navigué entre économie planifiée et économie de marché. On peut remarquer quelques résultats notables aujourd'hui : depuis 1998, on peut observer que le taux de pauvreté a diminué de moitié et que la dette est passée de 92% du PIB à 6,5% en 2008. Celle-ci est remontée tout doucement jusqu'à 17.2% en 2022 avec une forte augmentation pendant les années du COVID19. Enfin, après une explosion de l'indice de Gini, on peut voir que celui-ci est au plus bas depuis sa première prise de mesure en 1997. Il n'en reste pas moins que cette dépendance à une économie avec des tendances centrées sur l'énergie devient à terme subie et non volontaire.¹¹³

3. Gazprom : analyse historique sur fond de politique russe

3.1 Analyse historique

Comme nous l'avons dit, l'explication de l'économie russe est indissociable de la gestion de son économie énergétique : celle-ci, au niveau financier, représentait en 2021, 15% du PIB russe mais aussi 40% de la composition du budget fédéral.

En termes de consommation en 2007, 60% de la consommation de l'énergie mondiale était fossile, contre 63,3% en 2019. Toujours en 2007, la Russie produisait à elle seule 20,6% de la consommation mondiale de gaz et 12,6% de la consommation de pétrole. Cette production est utilisée en partie sur le marché domestique mais elle est principalement exportée. En 2012, ces exportations représentent à elles seules 47% des recettes fiscales du pays. La production était alors de 651 milliards de m³ de gaz et de 10,4 millions de barils de pétrole, alors que la consommation domestique n'était que de 3,2 millions de barils. Ces exportations sont principalement gérées par Gazprom, la seconde plus grande société de raffinerie au monde.

Si le pays peut exporter autant, c'est parce qu'il dispose de la plus importante réserve mondiale de gaz et de la seconde réserve de pétrole. Le pays a commencé à exploiter pleinement ses réserves dès les années 60.¹¹⁴

La Russie exporte depuis longtemps des hydrocarbures. En 1960, sa production représentait déjà 15% de la production mondiale. À partir de 1970, elle a considérablement augmenté sa

113 1) BENAROYA, F. (2006), « La transition russe, ou la redécouverte de la complexité du marché », *L'Économie politique*, 2006/4, n° 32, 41-54 ;

2) La Banque mondiale (2023), « Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national (% de la population) – « Russian Federation » », base de données de la Banque mondiale ;

3) Trading Economics (2023), « Russia Government Debt to GDP », base de données de Trading Economics.

4) La Banque Mondiale (2023), « Indice GINI - Russian Federation », base de données de la Banque mondiale ;

5) Gassée, M. (4 novembre 2021), « Pourquoi l'économie russe est aussi dépendante du gaz et du pétrole », *rtbf.be*.

114 1) Ritchie, H., Roser, M. & Rosado, P. (2020), « Energy », *OurWorldInData* ;

2) Dubois, S. (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? », *Géoeconomie*, vol. 48, n° 1, 67-88.

3) Energy Information Administration (2013), *International Energy Data and Analysis for Russia* ;

4) Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie », *Hal Open Science*.

production, passant, en seulement 5 ans, de 353 millions de tonnes de pétrole par an à 490 millions. Dans les années 80, sa production a atteint 603 millions de tonnes par an, soit une augmentation de 70%.¹¹⁵

En parallèle, et dès la sortie de la Seconde Guerre mondiale, la Russie a commencé à développer sa production gazière. La Russie, qui produisait annuellement 3,2 milliards de m³ de gaz à la sortie de la guerre, a multiplié sa production par 13 en 15 ans pour arriver à 45,3 milliards de m³ dans les années 60 et à 661 milliards de m³ au début des années 80. Elle a donc multiplié par plus de 200 sa production initiale en 35 ans. Cette augmentation de la production qui peut être qualifiée de surexploitation a pesé sur les infrastructures qui se sont détériorées rapidement.¹¹⁶

À la sortie de l'Union soviétique, un tiers des gisements étaient à l'arrêt car les infrastructures étaient usées et les pièces de remplacement n'étaient pas disponibles. Ce manque de pièces d'exploitation a continué de restreindre la production durant les années 90. En parallèle, les gazoducs en place ont continué de vieillir.

Le renouvellement de ces derniers a par ailleurs été empêché par l'indépendance de la Russie, survenue en 1991, ce qui a ralenti les transports et donc les transferts économiques. Ainsi, à l'aube des années 2000, 42,5% des gazoducs avaient plus de 30 ans.

Par ailleurs, à la suite de la chute de l'empire soviétique en 1990, la Russie a perdu de nombreux terminaux d'exportations qui étaient situés dans d'anciens États membres de l'empire devenus indépendants. Ces États, dont l'Ukraine et la Hongrie, sont devenus rivaux de la Russie et lui demandent des droits de passage pour pouvoir continuer à exploiter les infrastructures passant par leur territoire, telles que les pipelines pour le gaz. Encore aujourd'hui, ces droits de passage sont un frein à l'exportation de gaz et de pétrole russe.

Pour faire face à ces problèmes, une restructuration de la gestion du secteur a été décidée par le pouvoir russe. Il a ainsi intégré verticalement une holding du nom de Gazprom. Cette dernière a été conçue comme un outil pour gérer les différentes ressources de gaz. À sa création en 1990, Gazprom a surtout permis la préservation des industries russes en les accompagnant dans leur transition, en fournissant le gaz nécessaire sur un marché réglementé, en faisant de même avec les ménages et allant même jusqu'à vendre le gaz à perte, voire en vendant sous contrainte de non-paiement pour faire tourner les industries. Cette stratégie de distribution a permis, en interne, de planifier la production industrielle à plus long terme et permet aux entreprises non rentables de survivre ainsi que de continuer des exportations intensives.

En échange de cette subvention indirecte au gaz russe pour les entreprises, l'État a cédé à Gazprom un accès privilégié aux devises d'exportation. Cette organisation des gestions de gaz a rendu impossible la libéralisation du marché du gaz russe. Même si, vers les années 2000, le phénomène de non-paiement a disparu, Gazprom continue de vendre à un coût inférieur au coût

115 Dubois, S. (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? », *Géoeconomie*, vol. 48, n° 1, 67-88.

116 Ibidem.

marginal de production aux entreprises russes. La gestion du marché va continuer d'évoluer au cours des années 2000.¹¹⁷

Les années 2000 marquent un tournant dans la gestion du marché russe du gaz et du pétrole. En 2005, l'État russe prend une position majoritaire dans Gazprom, prenant ainsi le contrôle de l'entreprise. Durant la même période, l'État a octroyé, à Gazprom, des monopoles sur le gaz liquide et a racheté des leaders du marché de l'énergie tels que Sibneft, producteur de pétrole et d'électricité. Ces actions visaient à créer un conglomérat capable de soutenir les industries à travers une gestion globale des ressources énergétiques au niveau national et au niveau international.¹¹⁸

Les années 2000 marquent aussi un changement stratégique. Auparavant, afin d'assurer une énergie peu chère, Gazprom exploitait les puits de façon intense et non-efficace, produisant en grande quantité mais en perdant beaucoup de matière première. Avec la montée de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, dont la Russie ne fait pas partie, elle a adapté sa stratégie afin de planifier l'exploitation à long terme pour éviter d'épuiser ses réserves de pétrole en premier.¹¹⁹

Toujours au début des années 2000, l'État russe, face à la peur de la volatilité des prix, entame une stratégie de diversification de l'économie russe. Cette diversification repose sur des besoins de financement colossaux. Pour répondre à ces besoins à court terme, la solution choisie fut d'utiliser la rente gazière en exportant, principalement en Europe. Ainsi, en 2013, la Russie exportait 76% de son gaz et 79% de son pétrole dans l'Union européenne. Cela se traduit par des prix les plus bas pour le marché russe avec un prix de 0.009 USD par kilowatt/heure, là où les Pays-Bas le paient 0,111 USD, la France 0,90 USD et l'Allemagne 0,076 USD. 76 % du gaz russe est envoyé vers l'Europe de l'Ouest. L'Union européenne et la Russie se retrouvent alors dans une situation de codépendance, la Russie ayant besoin d'exporter dans l'Union européenne pour faire fonctionner son économie tandis que cette dernière est incapable de fonctionner sans le gaz russe. C'est dans ce contexte que Gazprom cherche à accroître ses liens avec l'Union européenne avec le projet de pipeline Nord Stream 2 qui vise à relier la Russie directement à l'Allemagne sans passer par les anciens pays soviétiques devenus hostiles. À plus long terme, Gazprom a également lancé le projet "Northeast Asia Gas Pipeline Network" pour pouvoir exporter son gaz dans d'autres pays à travers le monde.¹²⁰

Malgré tout, la Russie craint que cette stratégie puisse être mise à mal par l'émergence des enjeux climatiques. En effet, les États visent à réduire leur consommation d'énergie fossile, ce qui peut diminuer la demande des pays importateurs. Ceci causera à la fois une réduction des volumes échangés et une pression sur les prix entre les pays exportateurs d'hydrocarbures.

117 Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie », Hal Open Science.

118 1) Ibidem ;

2) Locatelli, C. (2007), « Les stratégies d'internationalisation de Gazprom », Le Courrier des pays de l'Est, vol. 1061, n° 3, 32-46.

119. Dubois, S. (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? », Géoeconomie, vol. 48, n° 1, 67-88.

120 1) Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie », Hal Open Science ;

2) Valev, N.T., « Data collection for Globalpetrolprice.com. », Globalpetrolprice.com ;

3) Energy Information Administration (12 mars 2014), International Energy data and Analysis for Russia, eia.gov, édition actualisée ;

4) Dubois, S. (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? »,

Géoeconomie, vol. 48, n° 1, 67-88.

Cette concurrence sera accentuée avec la politique de l'Europe à partir de 2010 qui vise à diversifier ses sources d'approvisionnement de gaz et de pétrole dans le cadre de la réforme du marché européen pour favoriser la libre concurrence. Compte tenu de l'importance des exportations dans l'Union européenne, cela met une pression supplémentaire sur l'économie russe. La crise de 2008 va également mettre à mal l'économie russe, l'empêchant d'atteindre la trajectoire de développement qu'elle s'était fixée. Alors que le plan de développement économique devait permettre au pays de diversifier son économie, les difficultés à soutenir l'évolution de la productivité vont causer une concentration des recettes d'exportations et fiscales sur un petit nombre de secteurs, dont principalement celui des énergies fossiles. C'est dans ce contexte que, afin de faciliter les investissements nécessaires au développement du secteur des énergies fossiles, le gouvernement russe va effectuer un nouveau virage dans sa gestion du secteur au cours des années 2010.¹²¹

Dans les années 2010, l'État russe entame un nouveau changement de politique dans sa gestion du marché du gaz et du pétrole. Ce changement vise à rendre le marché plus concurrentiel, permettant ainsi l'émergence de nouvelles entreprises gazières russes. Ces dernières viennent concurrencer Gazprom comme le montre la nouvelle structure du marché (voir Tableau 1 ci-dessous). Désormais, le marché est partagé entre trois acteurs dont deux à actionnariat majoritaire ou quasi majoritaire public et l'autre à actionnariat privé.

Tableau 1 : Comparaison Gazprom, Rosneft et Novatek

	Compagnie	Principaux actionnaires, en %	Implications dans le gazier
Gazprom	Etat	Etat : 50,2 (1) ARD : 24,1 Autres : 25,6	Plus important producteur russe de gaz Monopole du réseau de gazoducs Monopole des exportations par gazoducs Exportateurs de gaz par gazoduc vers l'Europe et la Chine Exportateurs de GNL vers l'Asie (Sakhaline), principal partenaire Shell Nombreux projets de GNL dont le Baltic LNG
Rosneft	Etat	Etat : 50 Actionnaires étrangers -BP (RU) : 19,8 -QH Oil Investments (Qatar) : 18,9	Principale compagnie pétrolière russe produisant du gaz Projets d'exportation de GNL avec ExxonMobil (Sakhaline 1)
Novatek	Privé	Privés russes : 45,9 Gazprom : 10 Actionnaire étranger : Total (France): 16,5	Principal producteur indépendant de gaz Principal exportateur de GNL russe : Capacité de 16, 5 millions de tonnes/an à partir de Yamal GNL + 2eme projet de GNL, Arctic LNG 2 à partir de 2023) Exportation vers l'Asie et l'Europe

122

Néanmoins, pour conserver l'équilibre, Gazprom reste le fournisseur en dernier recours de la demande intérieure russe. Ce changement permet également d'attirer les capitaux étrangers.

121 1) Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie » Hal Open Science;

2) Dubois, S. (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? », Géoeconomie, vol. 48, n° 1, 67-88.

122 Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie » Hal Open Science.

Cependant, cette stratégie va, une nouvelle fois, devoir être adaptée à la suite des sanctions émises à l'encontre de la Russie après l'invasion de la Crimée.¹²³

3.2 *L'impact des conflits ukrainiens de 2014 et 2022*

Le 20 février 2014, la Russie a lancé son invasion de la Crimée qui s'est terminée le 28 mars 2014 par son annexion. En réaction à ces événements, de nombreux pays à travers le monde ont émis des sanctions à l'encontre de la Russie.

Date	Pays/Organisation	Contenu de la sanction
17/03/2014	Canada, Union européenne, Etats-Unis	Interdiction aux dirigeants politiques russes de voyager sur leurs territoires
17/03/2014	Japon	Suspensions des discussions sur les visas, politiques militaires et l'investissement
17/03/2014	Australie	Sanctions financières et interdiction de voyage
01/04/2014	Albanie, Islande, Montenegro	Interdictions aux dirigeants politiques russes de voyager sur leurs territoire
28/04/2014	Etats-Unis	Interdiction des transactions pour les entreprise russes
17/07/2014	Etats-Unis	Limitation de financement Rosneft, Novatek, Gazprombank et Vnesheconombank
31/07/2014	Union européenne	Sanctions visant le secteur de l'énergie et de la défense
05/08/2014	Banque européenne de la reconstruction et développement (BERD) et banque d'investissement européenne (BEI)	Arrêt des financements de projets
12/08/2014	norvège	Copie des sanctions européennes vis-à-vis de la Russie
14/08/2014	Suisse	Sberbank, VTB, Vnesheconombank, Gazprombank et Rosselkhoz sont touchés par de nouvelles demandes de conformité rendue obligatoire.
12/09/2014	Etats-Unis	Les sanctions sont étendues à Sberbank, Rostech, Gazprom et Gazpromneft, Lukoil, Surgutneftegaz et Rosneft ; les transferts de technologie visant à aider l'exploitations des gaz de schiste sont suspendus
24/09/2014	Japon	Interdiction d'émission de titres pour : Sberbank, VTB, Gazprombank, Rosselkhozbank et VEB

124

Cette liste de sanctions nous montre que les secteurs du gaz et du pétrole de la Russie sont les premières cibles. Certaines filiales de Gazprom sont directement ciblées. Compte tenu de l'importance du secteur énergétique pour la Russie, les sanctions à son encontre impactent l'ensemble des secteurs de l'économie russe. En parallèle, nous pouvons observer que les

¹²³ Ibidem.

¹²⁴ Vercueil, J. (2014), « L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit ukrainien », CCI Centre d'Analyse France Russie.

sanctions limitent le développement des industries en empêchant leurs exportations ou l'accès à leurs flux financiers. À court terme, ces sanctions vont immédiatement entraîner un retrait de capitaux de la Russie.¹²⁵

Le premier effet direct des sanctions a été la sortie des capitaux de Russie durant le premier trimestre de 2014, pour un montant total de 51 milliards de dollars fin mars, alors que, comme vu précédemment, le virage stratégique du début des années 2010 visait à attirer des capitaux étrangers. En réaction, la bourse de Moscou a chuté. Ce conflit a aussi entraîné une perte de 8% de la valeur de la monnaie russe, le rouble, à la suite de la spéculation à son encontre, ce qui a eu comme conséquence une modification du taux directeur qui atteindra les 8% pour lutter contre la spéculation.¹²⁶

Cette chute du rouble a rendu les biens russes moins chers, et donc plus compétitifs sur le marché international. On aurait donc pu s'attendre à une augmentation des exportations russes, mais l'économie russe n'est pas parvenue à produire plus pour tirer profit de cette situation. La dévalorisation du rouble n'a donc pas profité à l'économie russe, mais elle a appauvri la population russe qui a vu son pouvoir de consommation de produits importés diminuer.¹²⁷

Le stress économique créé par les sanctions a fait subir à Gazprom ses premières pertes depuis 2008, ce qui a poussé Poutine, pour la première fois, à demander un réinvestissement public de 50 milliards de dollars dans Gazprom. Grâce à ces injections de liquidités, le gouvernement russe est parvenu à limiter les effets immédiats des sanctions, ce qui a permis de garder une croissance de 0,5%. Néanmoins, la deuxième partie de l'année fut plus difficile avec une croissance nulle.¹²⁸

En synthétisant les conséquences, par rapport aux prévisions de 2013, les experts estiment que la guerre en Crimée a fait perdre 3% de son PIB à la Russie en 2014, soit 60 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent une perte à la bourse de Moscou de 30 milliards de dollars ainsi qu'une perte du pouvoir d'achat de 400 milliards de dollars.

Les sanctions n'ont eu un effet réel qu'à partir de juin 2014 avec la fuite des capitaux limitant les capacités de financement des entreprises. Les contre-mesures engagées sur les importations alimentaires par la Russie ont contribué à une dépréciation du rouble et créé un effet d'amplification inflationniste.¹²⁹

En 2014, face à cette situation liée aux événements au Donbass, une sensibilité et une incertitude se dégagent. Chaque événement peut mener à une sanction ou une contre sanction, mais aussi entraîner une confiance réduite dans le marché russe. Ce qui a amené à se poser la question de la soutenabilité du modèle d'exportation russe. Enfin, la guerre et l'augmentation des incertitudes empêchent la modernisation des infrastructures et le développement des technologies qui étaient des grands objectifs dans la gestion du secteur de l'énergie. En

125 Ibidem.

126 Ibidem.

127 Ibidem.

128 Ibidem.

129 Ibidem.

revanche, l'interdiction de l'importation du pétrole russe aux États-Unis a eu des effets extrêmement limités.¹³⁰

Après cet épisode de 2014, la Russie n'a toujours pas de débouchés autres que l'Europe pour son gaz, ce qui reste une faiblesse structurelle pour ce secteur. Ce manque d'alternative pour remplacer une telle exportation, combiné à la dépendance de la Russie envers l'Occident pour les composants électroniques a renforcé l'incertitude quant au développement du pays. Pour faire face à cette situation, la Russie a cherché de nouveaux débouchés, notamment en Asie.¹³¹

La guerre et les différentes sanctions ont amené la Russie à se rapprocher de l'Asie. La Chine et la Russie ont ainsi développé des ponts de financement pour développer leur collaboration énergétique, notamment à travers Novatek. La Chine a, par ailleurs, versé des prépaiements à la Russie pour son pétrole, ce qui a permis de soutenir l'économie russe. Les relations économiques entre les deux pays ont été renforcées par des investissements chinois dans les projets russes dans le secteur de l'énergie et par une stratégie générale de la Russie de recentralisation sur le marché de l'Asie à l'horizon 2035, l'Asie pouvant représenter 40% des exportations de gaz notamment à travers les gazoducs et le développement du gaz liquide dont Gazprom a le quasi-monopole depuis 2014. Pour la Russie, parvenir à vendre son gaz en Asie lui permettrait d'avoir une place de choix en tant que fournisseur à la fois des marchés européens et asiatiques, ce qui rendait la Russie moins vulnérable à des sanctions occidentales et lui permettrait de faire jouer la compétition. La Russie a ainsi agi pour renforcer son économie face aux sanctions, notamment en développant son propre système bancaire SPFS, système de messagerie financière russe, concurrent du système SWIFT contrôlé par l'Occident. Pour autant, la Russie sera affectée par les nouvelles sanctions émises à son encontre en 2022.¹³²

Le 24 février 2022, 8 ans après le début de la guerre au Donbass, la Russie annonce le début d'une opération militaire spéciale en Ukraine. Cette dernière a entraîné de nombreuses sanctions de la part des pays occidentaux, mais également du Japon.

130 Ibidem.












131 Miller, C. (2022), « How Sanction-Proof is the Russian Economy ? », Fletcher School, Tufts University.

132 1) Vercueil, J. (2014), « L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit ukrainien », CCI Centre d'Analyse France Russie ;

2) Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie », Hal Open Science ;

3) EIA estimates based on BP Statistical Review of World Energy, « Data Workbook and Global Trade Information Service », Statistical Review of World Energy.

Tableau 2 : Liste non exhaustive des sanctions des États à l'égard de la Russie en 2022

April 14	 Australia	Russian companies, Russian oil and gas, Russian retail, Russian ships, Russian mining	Economy, Energy, Shipping, Technology, Automakers	Australia adds 14 Russian state-owned enterprises to its list of sanctions, targeting names such as Gazprom, Kamaz, SEVMASH and United Shipbuilding Corp.
April 6	 EU	Russian oil imports	Energy	EU will put more sanctions on Russia - Commission head
March 25	 Switzerland	Russian oil imports	Energy	Neutral Swiss adopt more EU sanctions against Russia
March 21	 EU	Russian oil imports	Energy	EU split on Russia oil sanctions, mulls other steps
March 15	 EU	Russian companies, military complex	Economy, Finance	EU blacklists Abramovich, targets energy, luxury sectors with new Russia sanctions
March 8	 UK	Russian oil imports	Energy	Britain will phase out imports of Russian oil and oil products by the end of 2022
	 U.S.	Russian oil imports	Energy	U.S. bans Russian oil and other energy imports
March 1	 UK  Canada	Russian ships	Shipping	Russian ships banned from British, Canadian ports
Feb. 28	 Canada	Russian oil imports	Energy	Canada bans imports of Russian oil
Feb. 25	 Japan	Russian companies, military complex	Technology	Japan says energy supply secure as it promises more sanctions against Russia

133

Alors que ni les pays africains ni la Chine n'ont émis de sanctions à l'égard de la Russie, les Occidentaux ont émis plusieurs vagues de sanctions très fortes. Nous ne pouvons prévoir l'impact à long terme de celles-ci sur l'économie russe. Néanmoins, les enquêtes montrent que les populations européennes se placent contre l'utilisation des hydrocarbures russes et tiennent la Russie pour responsable du conflit ukrainien. Cela ne va donc probablement pas simplifier le rétablissement des relations de confiance entre l'Europe et la Russie. Ces relations jouaient pourtant un rôle capital dans l'économie russe, l'Union européenne étant le premier importateur de gaz russe. Ceci s'accompagne de déclarations de l'Union européenne qui a relancé un plan de diversification de ses sources d'approvisionnement de gaz afin de faire face à sa peur d'une flambée des prix avec la guerre en Ukraine. Les objectifs de l'Union européenne sont clairement orientés contre la dépendance au gaz russe. Les résultats des importations de 2021 étaient déjà de 25% inférieurs à ceux de 2020 et pour 2022, elle souhaitait pouvoir se passer des deux tiers des importations de gaz russe. À plus long terme, d'ici 2027, elle souhaite être complètement indépendante des importations de gaz russe. À court terme, l'exploitation du nouveau pipeline Nord Stream 2 a été annulée. Mais alors que l'avenir des échanges entre la Russie et l'Union européenne est de plus en plus flou, les prévisions de demande de gaz indiquent une augmentation de la demande chinoise. Ainsi, les 4 premiers mois de 2022 ont vu une augmentation des importations chinoises de 60% à travers l'utilisation du pipeline sibérien. La Russie pourrait donc trouver une alternative au marché européen avec la Chine; une tendance confirmée il y a peu par l'annonce de la création d'un nouveau pipeline sino-russe.¹³⁴

133 Funakoshi, M., Lawson, H. & Deka, K. (6 juillet 2022), « Tracking sanctions against Russia », Reuters Graphics.

134 1) Ipsos European Public Affairs (2022), « 506 EU's response to the war in Ukraine », Report April 2022, Flash Eurobarometer 506, Ipsos European Public Affairs.

3.3 La Russie et la compensation des inégalités de marché régionales

La Russie souffre d'une disparité de richesses régionales entre ceux qui ont des ressources naturelles et les autres. Néanmoins, la Russie organise ses ressources pour une redistribution à travers des fonds de développement régional économique, mais aussi un système supplétif de transfert interrégional ou des programmes spécifiques de développement des régions défavorisées. L'économie russe n'est pas une économie de marché, mais un entre deux continuant une stratégie de développement de ses industries par une vision supplétive de l'État favorisée par des transferts de liquidité.¹³⁵

4. Conclusion

En conclusion, comme nous l'avons vu, l'économie russe est une économie qui s'est libéralisée par rapport à sa sortie de l'URSS. Néanmoins, cette transformation ne s'accomplit pas dans les termes de ce que nous pouvons appeler une économie de marché même si elle montre sa volonté de la libéraliser de plus en plus.

La particularité russe vient de la grande intervention de l'État dans les industries et un encadrement important pour pouvoir tendre vers cette libéralisation. En parallèle, face aux crises de 1998, on a vu un accroissement de l'intervention réglementaire de l'État dans l'économie qui permet le développement d'industrie interne en Russie. De plus, 2008 a marqué un recentrage de l'économie vers le gaz marquant une baisse des autres industries.

Cette condition d'économie, principalement centrée sur le marché des énergies fossiles, rend l'économie russe extrêmement dépendante de l'exploitation et des ventes des énergies fossiles. Le mélange des genres entre l'État et Gazprom dont l'État est majoritairement actionnaire fait de Gazprom une cible sensible qui, en cas de chute, pourrait faire s'effondrer l'économie.

La structure économique de la Russie, dont la base est centrée sur ses exportations d'énergie fossile et en parallèle leurs consommations en interne, montre aujourd'hui ses limites, soulignées plus fortement par les restrictions externes émises par différents États à la suite du début du conflit en Ukraine en 2014. En cas d'effondrement de cette partie planifiée de l'économie russe, son développement économique prévu par le développement d'industries en interne et leur libéralisation s'écrouleraient, marquant un retour au point de départ éloignant à nouveau la perspective d'une économie de marché.

2) Représentation de France (2022), « L'Europe peut-elle se passer du gaz russe ? », Commission européenne, EC. Europa.

3) Yep, E. and Ang, S., « Commodities : China's natural gas demand, LNG import growth to slow », S&P global.

4) Dépêche AFP (21 mars 2023), « Gazoduc Force de Sibérie 2 : accord « conclu » entre la Chine et la Russie », Le Figaro.

135 Dabla-Norris E. & Weber S. (2001) « Regional Disparities and Transfer Policies In Russia : Theory and Evidence », rapport du Fonds monétaire internationale.

VI. CONCLUSION GENERALE

Les trois économies analysées ont permis l'émergence de mégastructures entrepreneuriales dans leurs domaines et qui se révèlent importantes dans l'écosystème mondial. Il est essentiel de noter que ces économies ne sont pas des économies de marché accomplies, mais qu'elles se sont toutes libéralisées depuis 1991 dans une optique d'être plus efficaces.

Néanmoins face à cette constatation, on voit bien que des stratégies différentes ont été adoptées. Dans ce cadre, nous allons resynthétiser et tenter de qualifier de manière succincte chaque économie.

1. Les États-Unis

Les États-Unis se sont axés sur une vision néolibérale dans le développement de leur économie. Le dogme néolibéral en tant que tel ne remet pas en question le principe d'économie de marché attendu par Fukuyama. La propriété privée y est respectée, la vision néolibérale encourage le principe de concurrence, le mécanisme de prix n'y est pas contre-indiqué et enfin, le principe entrepreneurial y est central pour le bon fonctionnement de l'économie. Au niveau du résultat : on peut constater que rien n'a été fait contre les entreprises américaines pour stopper leur évolution ou leur puissance et même, à l'inverse, Reagan a amorcé un changement de paradigme en enlevant le plus de freins possible aux entreprises parmi lesquels les taxes ou les restrictions. Le principe d'intervention de l'État en support de marché en cas de dérèglement majeur a été appliqué, notamment en 2009, pour le sauvetage des banques après la crise financière. Les États-Unis ont donc une gestion a posteriori des chocs exogènes mais ils gardent une confiance importante dans le mécanisme de marché. Force est de constater que, sous le mandat de Trump, il y a eu un ensemble de prises de décisions visant à augmenter les taxes à l'importation ; ceci remet en question le principe de concurrence externe pourtant prôné par le néolibéralisme classique qui avait prévalu depuis les années 80. Cette mouvance a aussi été marquée sous l'ère Biden par la nomination de Lina M. Khan à la tête de la *Federal Trade Commission*, ce qui dénote une méfiance face à une mouvance plus ordolibérale.

Les États-Unis s'éloignent donc de l'idéal de marché.

Au niveau du cas pratique, grâce à une économie de marché mondiale, les GAFAM, ces méga-entreprises originaires des États-Unis, semblent mieux réussir ou être en meilleure posture et continuent, d'après les derniers chiffres, à croître de manière importante depuis 2009. Les GAFAM ont un marché important en interne et utilisent aussi principalement l'Europe comme source d'extension principale ; néanmoins, les GAFAM ont été souvent fortement bloqués par les contraintes à l'étranger, les pays étrangers montrant une forme de méfiance vis-à-vis de ceux-ci.

Je définirais donc l'économie américaine comme une « économie de marché de support » : celle-ci a des tendances à des déréglementations rapides pour accompagner l'économie de marché et à intervenir dans le marché directement quand les menaces ou les crises apparaissent,

ainsi que le dogme néolibéral le prévoit. Cette économie de marché donne lieu à un laissez-faire de plus en plus important et permet l'émergence de mégastructures telles les GAFAM. En revanche, l'apparition de ces GAFAM remet en question le principe de concurrence dans l'économie de marché. De là ont émergé une crainte et une mouvance qui commence à renoncer à une tendance néolibérale classique en interne et promouvoir une tendance plus de l'ordolibéralisme. Dans le cadre de ce changement de visions, les mesures anticoncurrentielles de Trump montrent un changement axé sur ce type de vision de manière plus stratégique. Le système américain a favorisé le support aux entreprises de manière négative en handicapant les concurrents par des limitations ou des restrictions plutôt que de manière positive en soutenant les entreprises directement comme la Russie peut le faire ou comme les États-Unis eux-mêmes ont pu le faire pour sauver les organismes bancaires en 2009, rompant encore plus avec le principe de concurrence.

2. La Chine

La Chine renonce à la qualification d'économie de marché se nommant elle-même comme socialisme de marché. Une comparaison pratique nous permet aussi de renier le terme d'économie de marché pour celle-ci. La propriété privée y est relative : la privation et l'appropriation de la Chine des biens de Jack Ma ont récemment montré qu'à tout moment, quelqu'un peut être privé de ses biens. Le principe de concurrence y est faussé sur le plan externe par un principe de préférence nationale néanmoins la concurrence interne y est prônée par une protection des petits concurrents et des aides aux développements ; le système de mécanisme de prix semble être suspecté de trucage par l'omnipotence de Baidu et Alibaba sur le réseau internet chinois et l'initiative entrepreneuriale, bien qu'encouragée, n'y est pas totale avec des restrictions notamment sur les capitalisations et la propriété d'entreprises. Néanmoins, le socialisme de marché a cette particularité qu'il tente à incorporer des mécanismes de marché pour pouvoir réguler l'économie interne, il est une sorte de compromission entre l'économie de marché et une vision socialiste ou communiste. L'économie de marché ne peut donc pas y être totale mais ne peut pas non plus y être inexistante. La Chine a tendance à mieux encadrer l'économie et à prévenir tous les chocs qui pourraient venir entamer son système économique, grâce à ce principe de contrôle relatif qui limite les risques avec notamment des restrictions extrêmement présentes. La Chine a également tendance à développer un réseau d'entreprises permettant une mise en concurrence de n'importe quel service entrant sur son territoire. Il y a donc une dualité du système de concurrence qui n'est pas comme demandé, libre et non faussé, mais contrôlé et encouragé dans le cas d'inexistence d'alternative interne. Ce faisant, la Chine a tendance à encourager l'initiative privée à condition qu'elle soit interne. Le gouvernement de Pékin tente même d'accompagner le mouvement en créant des situations favorables au développement ou en encadrant les entreprises, pouvant rendre l'émergence de nouvelles sociétés difficile. Néanmoins, il reste une dualité entre la nécessité d'une politique favorable à la croissance économique et le socialisme de marché. Il y a un développement de la volonté de libéralisation du marché chinois alors que le socialisme de marché devrait permettre d'atteindre un état dit communiste ou socialiste.

En ce qui concerne le cas pratique des BATX, on voit que ceux-ci ont tendance à pouvoir croître de manière impressionnante, mais que la Chine les contrôle fortement en interne ; en externe, les autres pays ont parfois aussi tendance à mettre des restrictions. Enfin, on peut noter que les BATX font une grande partie de leur chiffre d'affaires en Chine et que les marchés externes sont développés sur toutes les parties du monde.

Je définirais donc l'économie de marché encadrée, incarnée par la Chine comme suit : cette économie, bien qu'opaque, encadre la libéralisation et limite les impacts de celle-ci tout en empêchant au maximum les dérives par des outils de réglementations et des outils de sanctions. Ces actes ne visent qu'à diriger l'économie dans la direction décidée par l'État chinois. De plus, on peut observer que Pékin vise à toujours garder ses entreprises sous contrôle. Il y a donc toujours une supériorité de la politique de Pékin qui n'utilise l'économie de marché au maximum que comme un outil réglable selon les situations. Celle-ci pose en relief la question des limites au développement des BATX et leurs capacités à atteindre le niveau des GAFAM.

3. La Russie

Depuis 1985, date de la première tentative de mise en concurrence sous l'URSS, la Russie vit une tentative d'introduction à l'économie de marché. La Russie tend, sans aucun doute, à se rapprocher de l'économie de marché, même si elle ne coche pas toutes les cases : la propriété privée y existe, le principe de concurrence tend à y être de plus en plus présent avec des volontés de libéralisation et de développement économique même s'il n'est pas encore total, le mécanisme de prix ne trouve pas d'empêchement à l'interaction de l'offre et de la demande et enfin, le principe de liberté d'entreprendre tend, même s'il ne peut pas être approuvé totalement, à se vérifier et même à être encouragé avec le développement des industries internes, ce qui marque au moins une progression depuis 1991. Au niveau général, Gazprom appartient majoritairement à l'État depuis le début des années 2000 mais même auparavant, Gazprom était une partie prenante du pacte économique russe visant à une entraide et mettant Gazprom au centre de l'appareil d'État pour réguler les balances économiques et faire grandir la croissance. L'importance du marché gazier russe en fait une force ; néanmoins, la Russie essaie de se diversifier en voulant arrêter sa dépendance à ce marché unique. Le problème rencontré est que, malgré sa volonté, l'introduction de l'économie de marché a déjà connu trois échecs traduits par les crises de 1991, 1999 et 2009. On voit aussi que la Russie n'a pas un marché forcément bénéficiaire en interne mais qu'en externe, il se trouvait un marché de débouchés en Europe qui s'est redirigé aujourd'hui vers la Chine.

Je définirais donc cette économie de marché « d'économie d'État producteur » : celle-ci montre l'utilisation d'une industrie comme outil par l'État pour accompagner le développement et l'implémentation d'une économie de marché qui tend à se libéraliser. Dans cette perspective, l'État russe, en utilisant l'outil Gazprom, est intervenu à travers un double principe : la fourniture d'énergie à bas prix ou même à perte pour l'économie interne et la création de liquidité par la vente externe pour pouvoir accompagner les dépenses courantes de fonctionnement.

Au niveau global, nous pouvons réfuter le principe de linéarité qui aurait voulu que les économies évoluent dans une perspective progressive tendant vers une économie de marché. Les actions des trois cas étudiés ont montré des résistances ou des rétroactions à l'atteinte de l'économie de marché absolue soit en intervenant directement soit en créant des limitations.

Il est impossible de prévoir le futur mais nous pouvons émettre trois hypothèses sur le devenir des économies de marché :

1. Il y a un équilibre optimum qui se situe entre l'économie de marché brut et l'interventionnisme qui régulerait les défauts de la première; ce système serait la véritable fin de l'histoire vers laquelle le monde tendrait ;
2. Il n'y aurait jamais de perspective d'atteinte de fin de l'histoire et le marché continuerait d'évoluer selon les intérêts du moment ;
3. Nous ne vivons qu'une étape transitoire non prévue par Fukuyama qui finirait par muter vers une économie de marché qui resterait la fin de l'histoire du point final.

Selon notre développement antérieur, la deuxième hypothèse me semble la plus probable : les pays semblent tirer parti de l'économie de marché quand ils sont en position de force. Nous voyons bien que la Russie a été, à chaque fois, la première tributaire de l'économie de marché avec ses trois échecs. Face à cela, la Chine, qui semble être dans une phase ascendante, accentue son utilisation de l'économie de marché en ouvrant ses marchés. Néanmoins, elle la manie d'une façon agile préservant les intérêts de son économie tout en créant des concurrents internes ; ainsi, paradoxalement, pour atteindre son efficacité, la Chine se rapproche du dogme néolibéral sur le point de la concurrence adoptant une vision comparable à celle des ordolibéraux. Enfin, les États-Unis étant sur une pente descendante et perdant de leur hégémonie, tendent à changer de paradigme et à remettre la consécration de l'économie de marché. Il est donc assez intéressant de remarquer que les deux économies tendent vers une vision plus ordolibérale. En conclusion, la Russie est dans une tentative récurrente d'économie de marché sans que sa position puisse lui être totalement profitable, la Chine est en prise de pouvoir et tente d'optimiser son socialisme de marché vers une économie de marché et les États-Unis étant sur une phase descendante, tentent d'accommoder celle-ci pour au moins préserver leur marché interne. Mais rien ne nous garantit qu'à l'avenir, selon les opportunités, une nouvelle vision économique ne s'imposera pas.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Affeldt, P. & Kesler, R. (2021), « Competitors' Reactions to Big Tech Acquisitions: Evidence », from *Mobile Apps*, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung.
- Benson, L. (2012), « La Chine Depuis 1949 », Presses universitaires de Bruxelles.
- Dardot, P., Laval, C. (2010), « La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale », La Découverte, Poche.
- Fukuyama, F. (1992), *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Flammarion.
- Friedman, M. (1962), « Capitalism and Freedom », University of Chicago Press.
- Garnaut, R., Song, L., & Fang, C. (2018), *China's 40 Years of Reform and Development: 1978–2018*, ANU Press.
- Geismer, L. (2022), *Left Behind: The Democrats' Failed Attempt to Solve Inequality*, Public Affairs.
- Habermas, J. (1991), « The Structural Transformation of the Public Sphere: An Inquiry into a Category of Bourgeois Society », MIT Press.
- Harvey, D. (2007), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford, 2005, online edn, Oxford Academic, 12 novembre 2020.
- Hayek, F.A. (1944), « The Road to Serfdom », University of Chicago Press.
- Hayward, S.F. (2009), « The Age of Reagan: The Conservative Count errevolution », Random House.
- Held, D., Mc Grew, A., Goldblatt, D. & Perraton, J. (1999), *Global Transformations: Politics, Economics and Culture*, Polity Press.
- Hobsbawm, E. (1994), « L'Ère des extrêmes : le court XXe siècle, 1914-1991 », Complexe.
- Kagan, R. (2018), *The Jungle Grows Back: America and Our Imperiled World*, New York, Knopf.
- Krugman, P. (2009), *The Return of Depression Economics and the Crisis of 2008*, New York, W.W. Norton & Company.
- Lee, J. (2022), « Cyberspace Governance in China: Evolution, Features and Future Trends », Lee Center For Asian Studies.
- Piketty, T. (2014), *Capital in the Twenty-First Century*, Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Sheehan, M.J. (1993), *Where Have All the Soldiers Gone?: The Transformation of Modern Europe*, Houghton Mifflin.
- Stiglitz, J. E. (2002), *Globalization and Its Discontents*, W.W. Norton & Company.

RAPPORTS (INSTITUTIONS OU ENTREPRISES)

Amnesty International, rapports annuels sur la Chine, <https://www.amnesty.org/en/location/asia-and-the-pacific/east-asia/china/report-china/>, human rights watch worker under assault.

Dabla-Norris, E. & Weber, S. (2001), « Regional Disparities and Transfer Policies In Russia : Theory and Evidence », rapport du Fonds monétaire international.

Economist intelligence, Ensemble des rapports (2006-2022), « The Democracy Index », Economist Intelligence (EIU).

Energy Information Administration (2013), « International Energy Data and Analysis for Russia », édition actualisée du 12 mars 2014.

Ipsos European Public Affairs (2022), « 506 EU's response to the war in Ukraine », Report April 2022, Flash Eurobarometer 506, Ipsos European Public Affairs.

Meta, « Communiqué des investissements de 2023 », <https://investor.fb.com/home/default.aspx>.

Microsoft : « Rapport annuel Microsoft 2022 », <https://www.microsoft.com/investor/reports/ar22/index.html>.

Représentation en France (2022), « L'Europe peut-elle se passer du gaz russe ? », Commission européenne (EC.Europa).

Slotta, D. (17 mai 2023), « Xiaomi's annual revenue from 2015 to 2022 », Statista.

Statista (2023), « Leading Global Online Companies As Of September 2021, Based On Market Capitalization », <https://www.statista.com/statistics/263264/top-companies-in-the-world-by-market-capitalization/>.

World Health Organization (2018) ; « Air Pollution in China », <https://www.who.int/china/health-topics/air-pollution>.

Yep, E. & Ang, S., « Commodities 2022 : China's natural gas demand, LNG import growth to slow », S&P global.

ARTICLES SCIENTIFIQUES

Alary, P. (2011), « La théorie de la régulation et la nouvelle raison du monde », Dardot, P. & Laval C., « La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale », Paris, La Découverte, 2009, 497 p., *Revue Française de Socio-Économie*, 2011/2 (n° 8), 205-210.

Audier, S., « Les paradigmes du « Néolibéralisme », *Cahiers philosophiques*, 2013/2, n°133, 21-40.

Audretsch, D. & Baldwin, W. (2006), « Industrial Organization and the Organization of Industries: an American Perspective », *Revue de l'OFCE*, vol. n°97bis, n°5, 87-112.

Bartlett, B. (1981), « Reaganomics: Supply-Side Economics in Action », *Cato Journal* 1.1, 163-168.

Batiste, C. & Selim, M. (2008), « Du socialisme (de marché) au post-communisme. Singularités et unicité dans la globalisation du capitalisme », *Autrepart*, vol. 48, n°4, 3-12.

Benaroya, F. (2006), « La transition russe, ou la redécouverte de la complexité du marché », *L'Économie politique*, 2006/4, n°32, 41-54.

- Bowen, L., Zhong J.B., Lu, J. & Liu, X. (2022), « Robustly Distributed Diagnosis Of Discrete-Event Systems And Its Application To Alipay Transaction Systems », *Journal of the Franklin Institute*, Volume 359, Issue 18, 10765-10784.
- Carosso, V. (1970), « Washington and Wall Street : The New Deal and Investment Bankers, 1933-1940 », *The Business History, Review* 44, n°4, 425–445.
- de Bustos, M.J. (2017), « GAFAM, Media and Entertainment Groups and Big Data », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 17(3A), 39-51.
- Doe, J. (2022), « The Role of Market Economy in the Global Economy », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 36, n°2, 45-62.
- Dubois, S. (2009), « La Russie et ses hydrocarbures : la tactique à court terme aux dépens de la stratégie à long terme ? », *Géoéconomie*, vol. 48, n°1, 67-88.
- Lacoste, P. (2013), « Espionnage et économie », *Cités*, vol. 56, n°4, 165-169.
- Locatelli, C. (2022), « L'industrie gazière : un secteur stratégique pour la Russie », *Hal Open Science*.
- Locatelli, C. (2007), « La stratégie internationale de Gazprom », *Les Courriers de l'Est, documentation française*, 33-36.
- Lord, C. (2006), « Requiem pour le néoconservatisme ? », *Politique américaine*, 2006/2, n°5, 89-102.
- Madelin, H. (2003), « Irak, une odeur de pétrole », *Études*, vol. 398, n°4, 443-450.
- Mazzucchi, N. (2021), « Les BATX. Champions de la donnée sous la coupe de Pékin », *La Géographie*, vol. 1580, n°1, 40-45.
- Miller, C. (2022), « How Sanction-Proof is the Russian Economy? », *Fletcher School, Tufts University*.
- Reynolds, D.B. (1998), « Soviet Economic Decline: Did An Oil Crisis Cause The Transition In The Soviet Union? », *JSTOR, The Journal of Energy and Development*, vol. 24, n°1, 65–82.
- Ritchie, H., Roser, M. & Rosado, P. (2020), « Energy », *OurWorldInData.org*.
- Sire, G. (2016), « The Normative Power of Google: Analyzing the Search Engine's Influence On Publishers Practices », *Communication & Langages*, 188, 85-99.
- Smyrniotis, N. (2016), « The GAFAM effect: Strategies and logics of the internet oligopoly », *Communication & langages*, vol. 188, n°2, 61-83.
- Vercueil, J. (2014), « L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit ukrainien », *CCI Centre d'Analyse France Russie*.
- Wei, S.-J., Xie, Z., & Zhang, X. (hiver 2017), « From “Made in China” to “Innovated in China”: Necessity, Prospect, and Challenges », *The Journal of Economic perspectives*, vol. 31, n°1.
- Zhang, S. (2022). « Protection of Foreign Investment in China: The Foreign Investment Law and the Changing Landscape ». *Eur Bus Org Law Rev.*, 23(4), 1049–1076.

TRAVAUX DE FIN D'ETUDE

- Poulin, M. (2021), « Le socialisme de marché chinois : Analyse comparative de la structure économique de Chine de l'époque des réformes et de l'URSS durant la NEP », *Université de Montréal*.

ARTICLES DE JOURNAUX

Alcaraz, M. (19 septembre 2014), « Alibaba l'introduction en Bourse de tous les records », Les Échos.

Bloomberg News (25 août 2021), « Xiaomi Buys Self-Driving Tech Startup to Propel EV Ambitions », Bloomberg tech.

Bradsher, K. (25 septembre 2017), « China blocks What'sapp, Broadening Online censorship », The New York Times.

Cadell, C. (3 avril 2018), « China's Meituan Dianping acquires bikesharing firm Mobike for \$2.7 billion », Reuters.

Carsten, P., Rosendahl, J. & Ando, R. (21 juillet 2016), « China's Tencent buys 'Clash of Clans' maker Supercell for \$8.6 billion », Reuters.

Choudhury, S.R. (16 novembre 2017), « Chinese Tech Giant Unveils A Smart Home Speaker To Compete With Amazon », CNBC.

Dahman-Saïdi, M. (19 novembre 2013), « Chinese investment in Africa », BSI Economics,

Debter, L. (16 juin 2017), « Amazon Is Buying Whole Foods For \$13.7 Billion », Forbes.

De Bock, G. (29 mars 2022), « Gafam: l'Europe met fin au Far West 2.0 », Moustique.

Dépêche AFP (2 février 2023), « Amazon réalise un chiffre d'affaires de 149 milliards de dollars et dépasse ses prévisions », Ouest France.

Dépêche AFP (28 mars 2017), « E-commerce : Amazon s'offre Souq.com, numéro 1 dans le Monde arabe », Le Point.

Dépêche AFP (21 février 2023), « Gazoduc Force de Sibérie 2 : accord « conclu » entre la Chine et la Russie », le Figaro Magazine.

Dépêche AFP (7 février 2023), « Le déficit commercial américain bat un record en 2022 », Journal de BFM TV, https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/monde/le-deficit-commercial-americain-bat-un-record-en-2022_AD-202302070648.html.

Duong, V. (12 décembre 2021), « Baidu détient le monopole en Chine continentale en 2021 », Journal du Net.

Farr, C. & Chan E. (2 décembre 2014), « Misfit Wearables raises \$40 mln from Xiaomi, other Chinese firms », Reuters.

Feldman, A. (21 avril 2022), « Amazon Sets Up \$1 Billion Industrial Innovation Fund », Forbes.

Fontaine, D. (7 septembre 2022), « La Chine revendrait du gaz russe à l'Europe, en multipliant le prix au passage », RTBF.

Funakoshi, M., Lawson, H. & Deka, K., « Tracking sanctions against Russia », Reuters Graphics.

Gassée, M. (4 novembre 2021), « Pourquoi l'économie russe est aussi dépendante du gaz et du pétrole », rtbf.be

Gibbs, S. (27 janvier 2014), « Google buys UK artificial intelligence startup Deepmind for £400m », The Guardian.

Grésillon, G. (10 février 2015), « Qualcomm lourdement condamné par l'antitrust en Chine », Les Échos.

Grumiaux, M. (12 octobre 2018), « Apple achète le fabricant de puces européen Dialog Semiconductor », Clubic.

Hern, A. & Stuart, K. (15 septembre 2014), « Minecraft sold: Microsoft buys Mojang for \$2.5bn », The Guardian.

Hou, X. & Yao, K. (5 juillet 2022), « China Plans \$75 Billion Infrastructure Fund To Revive Economy », Reuters.

Ipsos European Public Affairs (2022).

Jacobs, A. & Helft M. (12 janvier 2010), « Google, Citing Attack, Threatens to Exit China », The New York Times.

Jeżak, L. (11 janvier 2022), « Amazon otworzył swoje biuro w Krakowie, którego głównym zadaniem będą badania i rozwój nad technologiami syntezy i konwersji mowy, w tym wirtualnym asystentem Amazon Alexa. Firma kładzie nacisk na współpracę z krakowskimi uniwersytetami », Business Love Krakow.

Junck, R.D., Klein, B.A., Kumaki, A., Kumayama, K.D., Kwok, S., Levi S.D., Talbot J.S., Vermynck E.-C. & Zhang S. (3 novembre 2021), « China's New Data Security and Personal Information Protection Laws: What They Mean for Multinational Companies », Skadden.

Kawase, K. (30 mars 2022), « China's Great Wall Motor staying in Russia 'for time being' », Nikkei Asia.

Kharpal, A. (1^{er} août 2016), « 5 Reasons Why Uber Sold Its China Business To Didi Chuxing », CNBC.

Kharpal, A. (23 octobre 2018), « China's Baidu Challenges Google with A.I. That Translates Languages In Real-Time », CNBC.

Kinderman, M. (7 décembre 2011), « Google Investit 100 millions d'euros dans son centre de R&D parisien », L'Usine nouvelle.

Knockel, J. & Ruan, L. (23 août 2021), « Measuring QQMail's automated email censorship in China », Association for Computing Machinery.

Korczynska, E. (7 mai 2019), «Chinese Social Media: Does Social Media in China Differ from The West? Part I — WeChat », Medium.

Lee, Y. & Blanchard, B. (16 mars 2022), « Apple Supplier Foxconn Sees Possible Revenue Hit From Supply Chain Woes », Reuters.

Lesage, N. (3 mai 2018), « Xiaomi : vers une entrée en bourse à 10 milliards de dollars », Numerama.

Li, Y. (6 août 2018), « A Generation Grows Up in China Without Google, Facebook or Twitter », The New York Times.

Li, Y. (9 janvier 2019), « To Cover China, There's No Substitute for WeChat », The New York Times.

Lopez, P. (30 avril 2022), « Jack Ma, le fondateur d'Alibaba, vivrait à Tokyo depuis six mois », Les Échos.

Lunden, I. (5 juillet 2017), « Baidu Acquires Natural Language Startup Kitt.AI, Maker Of Chatbot Engine ChatFlow », Tech Crunch.

Markoff, J. (23 décembre 1996), « Why Apple Sees Next as a Match Made in Heaven », The New York Times.

Markoff, J. (7 août 1997), « Microsoft Comes to the Aid of a Struggling Apple », The New York Times.

Olson, P. (6 octobre 2014), « Facebook Closes \$19 billion, WhatsApp Deal », Forbes.

Reuters Staff (15 juillet 2016), « Tencent merges with China Music Corp to develop digital music », Reuters.

Richaud, N. (16 novembre 2022), « Tencent cajole à nouveau ses actionnaires et se recentre sur le jeu vidéo et le « social », Les Echos.

Rusli, E.M. (9 April 2012), « Facebook Buys Instagram for \$1 Billion », The New-York Times.

Sallé, C. (12 décembre 2018), « Tencent Music fait ses débuts à Wall Street sur une bonne note », Le Figaro.

Sisoev, G. (29 juin 2017), « Rosneft Sells 20% of East Siberian VCNG to China's Beijing Gas for \$1.1Bln », Sputnik.

Sorkin, A.R. & Peters, J.W. (10 octobre 2006), « Google to Acquire YouTube for \$1.65 Billion in Stock », The New York Times.

Sri, D. (22 novembre 2021), « Chinese Regulator Fines Tencent, Baidu, Others for Antitrust Violations », TechInAsia

Sun, L. (28 janvier 2018), « Meet China's Top 3 Streaming Video Platforms », The Motley Fool.

Sverdlik, Y. (7 mai 2018), « Facebook Data Center Investment in Sweden Nears US\$1B », Data Center Knowledge.

Thibault, S. (14 novembre 2022), « Apple Built Its Empire With China. Now Its Foundation Is Showing Cracks », The New York Times.

Trujillo, E. (2 août 2016), « La Chine, le casse-tête des géants du Web », Le Figaro.

Tungul, J. & Hadavi, T. (2 février 2023), « Why Amazon Marketplace didn't survive in China », CNBC

Udin, E. (15 mai 2023), « How Apple Dominates the Chinese Mobile Phone Market With 80% Profits », IZchina.

Wang, Y. & Thomas, C. (3 avril 2018), « Chinese E-Commerce Giant Alibaba Acquires Ele.me In \$9.5B Deal », Forbes.

Watts, J. (20 décembre 2010), « Is Facebook preparing to hurdle the great firewall », The Guardian.

Wong, E., Zhao, K. & Dougherty, C. (29 décembre 2014), « China Adds New Barrier to Gmail », The New-York Times.

Zhong, R. (10 avril 2021), « Alibaba's Record \$2.8 billion Antitrust », The New York Time.

Zhou, Q. (29 mars 2023), « What Are the Tax Incentives in China to Encourage Technology Innovation », China Briefing Association.

Zhu, J. & Xu, J. (19 avril 2023), « Exclusive: China expected to lower fine on Ant Group to about \$700 million », Reuters.

WEBOGRAPHIE

Alibaba (2021), « Alibaba Group Announces December Quarter 2020 Results », Alibaba press release, <https://www.alibabagroup.com/en-US/document-1491141375503106048>

American Congress, Data Base of the United Congress, Congress Gov data, <https://www.congress.gov/>.

Apple, « Apple to Invest €1.7 Billion in New European Data Centres Apple.com », <https://www.apple.com/jo/newsroom/2015/02/23Apple-to-Invest-1-7-Billion-in-New-European-Data-Centres>

Archives de la Maison blanche (2010), « Fact Sheet : White House Launches “Startup America” », Initiative, <https://obamawhitehouse.archives.gov/startup-america-fact-sheet>

Bankmycell (août 2023), « How Many People Use Wechat ? user statistics end trends », <https://www.bankmycell.com/blog/number-of-wechat-users/>;

Banque mondiale (2023), Données de la Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/>

Counterpoint, « Global Smartphone Shipments Market Data (Q2 2021 – Q1 2023) »,; <https://www.counterpointresearch.com/global-smartphone-share/>

Datacatalog Worldbank, « République populaire de Chine », Data Commons, Google, https://datacommons.org/place/country/CHN/?utm_medium=explore&mprop=amount&popt=EconomicActivity&cpv=activitySource,GrossDomesticProduction&hl=fr

Deloitte, « The China Personal Information Protection Law (PIPL) », <https://www2.deloitte.com/cn/en/pages/risk/articles/personal-information-protection-law.html>

Dong, L. (2016), « China’s Air Pollution Problem », Greenpeace, <https://www.greenpeace.org/eastasia/blog/1912/chinas-air-pollution-problem-is-heading-west/is-heading-west>

EIA estimates based on BP Statistical Review of World Energy 2015, Data workbook, (2 juillet 2015) and Global Trade Information Service : <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/statistical-review-of-world-energy.html>

Federal Trade Agency, « Présentation de Lina. M. Khan », <https://www.ftc.gov/about-ftc/commissioners-staff/lina-m-khan>

Forum on China-Africa Cooperation (2018) ; « Rapport et évolution historique », http://www.focac.org/fra/ltj_4/ltffcy/fc/

« Francis Fukuyama », Stanford University, <https://politicalscience.stanford.edu/people/francis-fukuyama>

Freedom House : « Freedom in the World 2021 : Democracy Under Siege » <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2021/democracy-under-siege>

Global Data (2023), « Alibaba Group Holding Ltd : Overview », <https://www.globaldata.com/company-profile/alibaba-group-holding-ltd/#:~:text=Alibaba%20Group%20provides%20services%20through,Alibaba%20Cloud%2C%20and%20Cai%20Niao.>

Global Data, « Top 10 Power Plant Owners in China by Capacity », <https://www.globaldata.com/companies/top-companies-by-sector/power-utilities/china-power-plant-owners-by-capacity/>

Gouvernement of Ireland (2018), « Facebook expands investment in Ireland », <https://www.gov.ie/en/press-release/224e6b-facebook-expands-investment-in-ireland/#:~:text=Today%2C%20Facebook%20announced%20that%20it,Bankcentre%20currently%20occupied%20by%20AIB.>

Hall, M. & Zachary G.P. (2023), « Microsoft Corporation », encyclopédie britannique, <https://www.britannica.com/topic/Microsoft-Corporation>

Heritage, « Index of economic Freedom Data », <https://www.heritage.org/index/visualize>.

Hu, J. (2005), « Companies Law Of The People's Republic Of China Order Of The President Of The People's Republic Of China », electronic version of law, <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/92643/108008/F-186401967/CHN92643%20Eng.pdf>

La Finance pour tous (2022) : « Les Gafam, Les nouveaux Maitres du monde », <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/finance-et-societe/nouvelles-economies/gafa-gafam-ou-natu-les-nouveaux-maitres-du-monde/>

McCarthy, N. (2021), « Taxing The Rich: How America's Marginal Tax Rate Evolved », Statista, <https://www.statista.com/chart/16782/historic-marginal-income-tax-rates/>.

Meta (2014), « Facebook to acquire Whatsapp », <https://investor.fb.com/investor-news/press-release-details/2014/Facebook-to-Acquire-WhatsApp/default.aspx>

Microsoft (2016), « Microsoft increases European cloud investment to \$3 billion, unveils cloud policy recommendations », Microsoft website, <https://news.microsoft.com/2016/10/03/microsoft-increases-european-cloud-investment-to-3-billion-unveils-cloud-policy-recommendations/#:~:text=Nadella%20stated%20that%20Microsoft%20has,in%20France%2C%20starting%20in%202017>

Microsoft (2017), « Microsoft buys LinkedIn », <https://news.microsoft.com/announcement/microsoft-buys-linkedin/>

Microsoft (2022), « Microsoft to acquire Activision Blizzard to bring the joy and community of gaming to everyone, across every device », Microsoft website, <https://news.microsoft.com/2022/01/18/microsoft-to-acquire-activision-blizzard-to-bring-the-joy-and-community-of-gaming-to-everyone-across-every-device/>

National People's Congress (1979), « The Law Of The People's Republic Of China On Joint Venture Using Chinese And Foreign Investment », <http://www.asianlii.org/cn/legis/cen/laws/tlotprocojvucafi843/>

Organisation mondiale du commerce (OMC), <https://www.wto.org/>

Personal interview of DR. Lily Geisme for Commonwealth Club Of California, https://www.youtube.com/watch?v=Q_bQAf-SY9U&ab_channel=CommonwealthClubofCalifornia.

Renouard, G. (18 juin 2021), « Qui est Lina Khan, le cauchemar des Gafam à la tête de l'antitrust américain ? », La Tribune,

<https://www.latribune.fr/technos-medias/qui-est-lina-khan-le-cauchemar-des-gafam-a-la-tete-de-l-antitrust-americain-887116.html>

Republic of China (1988), « Law Of Regulation On Private Enterprises Of June 1988 », people Daily, Overseas Edition, <http://www.asianlii.org/cn/legis/cen/laws/rotprocoaotroalp1063/>

Sonali J.-C. (2017), « People's Republic Of China ; Selected Issue ; Country Report 17/248 », International Monetary Fund,
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/08/15/People-s-Republic-of-China-Selected-Issues-45171>

StatCounter Global Stats (2023), Search Engine Market Share Worldwide,
<https://gs.statcounter.com/search-engine-market-share>

StatCounter Global Stats (2023), Mobile Vendor Market Share Worldwide,
<https://gs.statcounter.com/vendor-market-share/mobile>

Statista (2022), « Leading search engine providers in China in 2021 », Market Share,
<https://www.statista.com/statistics/253479/market-share-of-search-engines-in-china>

Trading Economics, « China government Debt to GDP »,
<https://tradingeconomics.com/china/government-debt-to-gdp>

United States Trade Representative, <https://ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements>.

Valev, N.T, Data collection for Globalpetrolprice.com.,
https://www.globalpetrolprices.com/Russia/natural_gas_prices/

Xi, J. (2019), « Foreign Investment Law of the People's Republic of China », site du gouvernement chinois, https://en.ndrc.gov.cn/policies/202105/t20210527_1281403.html

Xiomi (2023), “About Us”, https://www.mi.com/global/about_2
